



LE MATCH LIVERPOOL - REAL MADRID (0-1) LARGEMENT SUIVI PAR LE PUBLIC ALGÉRIEN

Les Madridistas sur le toit du monde

P.11

LES OCCIDENTAUX JOUENT GROS POUR FAIRE REVENIR LA MACHINE DE GUERRE AU NORD-MALI



Application du Plan d'Alger pour mettre fin à la guerre de propagande au Sahel

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 30 MAI 2022 // N°314 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

Le DG du CHU d'Annaba limogé

P.2

L'EDITORIAL DE « L'EXPRESS »

Évasion fiscale, l'autre chantier sensible

P.3



TÊTE-À-TÊTE LAMAMRA-JARANDI

« L'Algérie était et sera toujours un soutien indéfectible à la Tunisie »

P.3

NOUVEAU CODE D'INVESTISSEMENT ET LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE

Mettre fin au terrorisme bureaucratique

P.4

Le Digital African Summit s'ouvre demain à Alger

P.2



40 MILLIARDS USD D'INVESTISSEMENTS, 4^e COMPAGNIE MONDIALE PRODUCTRICE DE GAZ ET 1^{re} AFRICAINE DANS LES HYDROCARBURES

Les « bons scores » de Sonatrach à l'international

P.3



L'APPROCHE ALGÉRIENNE SOUMISE AU SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UA

Extirper les racines du terrorisme, avant ses effets

P.3



BENBOUZID LIMOGÉ LE DG DU CHU D'ANNABA

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a mis fin aux fonctions du Directeur général du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Annaba, Mohamed Nacer. Des sources affirment que la décision de limogeage intervient après une mauvaise gestion ainsi que l'état lamentable dans lequel se trouvait le CHU.



RETRAITE ANTICIPÉE DÉCISION LIÉE À LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET AU RENFORCEMENT DE LA BASE D'EMPLOI

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a révélé que pour ce qui est du retour à la retraite anticipée, la question était intimement liée à la relance économique et au renforcement de la base d'emploi en Algérie. Et le ministre d'expliquer: "Le dossier de la retraite anticipée n'est pas à l'ordre du jour d'autant plus qu'on



est loin des normes internationales. Celles-ci prévoient en effet cinq (5) cotisants pour un retraité, ce qui n'est pas le cas chez nous car on est à 2 seulement pour un retraité".

VARIOLE DU SINGE : 16 CAS CONFIRMÉS EN FRANCE ALGER « MET LES GANTS »

La France comptait avant-hier, 16 cas "confirmés" d'infection au virus de la variole du singe, selon les autorités sanitaires dimanche. Sur 16 cas, douze ont été rapportés en Ile-de-France, un en Auvergne-Rhône-Alpes, deux en Occitanie et un en Normandie, selon les chiffres de Santé publique France, a rapporté ce dimanche Europe 1. Le précédent bilan faisait état de sept cas "avérés", selon la nouvelle ministre française



de la Santé, Brigitte Bourguignon. Le précédent bilan faisait état de sept cas "avérés" selon la nouvelle ministre de la Santé Brigitte Bourguignon mercredi. Santé publique France annonce une actualisation du bilan pour lundi. Brigitte Bourguignon avait indiqué que les autorités ne s'attendaient pas à une "flambée" de la maladie, et que le pays disposait de stocks suffisants de vaccins pour les personnes cas contact.

ALGÉRIE POSTE DEMANDE L'AVIS DE SA CLIENTÈLE SUR LA QUALITÉ DE SES SERVICES

L'Entreprise Algérie Poste a demandé les avis de ses clients sur les services qu'elle propose en vue de les améliorer en permanence. AP a sollicité ainsi sa clientèle de bien vouloir remplir un questionnaire posté sur sa page

officielle sur facebook. Désormais, il est possible de payer le loyer 'AADL' via la carte interbancaire ou Edahabia d'Algérie Poste à la faveur de la convention signée entre l'Agence et la BNA. L'Agence nationale de l'amélioration

et du développement du logement (AADL) a annoncé, dimanche, le lancement du service de paiement électronique des loyers au profit des bénéficiaires de logements relevant de la formule location-vente.

LE DIGITAL AFRICAN SUMMIT S'OUVRE DEMAIN À ALGER



Plus de 1 200 décideurs et 100 entreprises exposantes, issus de plus de 20 pays d'Afrique et du monde entier, se réuniront à Alger à l'occasion du Digital African Summit, qui se déroulera du 31 mai au 02 juin 2022 au Centre international des conférences (CIC), indique, ce dimanche, un communiqué du Groupement Algérien des

Acteurs du Numérique (GAAN), organisateur de l'événement avec le soutien du Groupe Télécom Algérie (GTA) et parrainé par les Ministères de la Poste et des Télécommunications, de la Numérisation et des Statistiques et le Ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des

Startups. Selon la même source, le Digital African Summit s'appuie sur les 9 éditions consécutives de l'Algeria 2.0, un événement incontournable du secteur des TIC qui se réinvente avec de nouvelles ambitions continentales, pour faire d'Alger la capitale africaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

PALESTINE DES CENTAINES DE COLONS PRENNENT D'ASSAUT AL-QODS OCCUPÉE

Des centaines de colons ont profané dimanche Al-Qods occupée et organisé une marche provocante dans les rues de la ville sainte, brandissant les drapeaux de l'occupant sioniste, escortés par la police, rapporte l'agence palestinienne de presse, Wafa. Des membres de la

Knesset, parmi des centaines de colons, ont organisé cette marche provocante dans les rues de la vieille ville, en brandissant les drapeaux de l'entité sioniste, a ajouté l'agence de presse. Selon Wafa, des colons ont également agressé une équipe d'ambulanciers du

Croissant-Rouge à Al-Qods occupée qui devait traiter un blessé dans le quartier d'Al-Wad. Tôt dimanche, la police de l'occupation sioniste a installé des barrages devant les portes de la vieille ville, outre des mesures de vérification d'identité des Palestiniens.

PARTIR OU RESTER ? LE DILEMME CORNÉLIEN DES ENTREPRISES SUISSES EN RUSSIE

Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, plusieurs entreprises suisses ont suspendu leurs activités sur le marché russe en raison du risque important pour leur réputation. Mais le choix de quitter le pays n'est pas tou-

jours évident. Juin 2019, les ministres des Affaires étrangères Ignazio Cassis et Sergueï Lavrov portent un toast en l'honneur de la nouvelle ambassade de Suisse à Moscou. La fête a coûté environ 700 000

francs, dont une grande partie payée par des sponsors privés. Parmi eux, des entreprises contrôlées par des oligarques suisses basés en Russie : Eurochem, le géant des engrais basé à Zoug et dirigé par Andrey Melni-

chenko, Volga Group de Guennadi Timtchenko, ainsi que Sulzer et OC Oerlikon, deux entreprises industrielles helvétiques de tradition dont Viktor Vekselberg est actionnaire. Parmi les soutiens figurent également

Nord Stream 2, une société basée à Baar, dans le canton de Zoug, qui exploite le gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne et dont Gazprom, le géant gazier aux mains du Kremlin, est le principal promoteur.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA
PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@lexpressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

**PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)**

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

GUERRE DE PROPAGANDE AU SAHEL

Les Occidentaux misent gros pour faire revenir la machine de guerre au Nord-Mali

Depuis l'éviction de Barkhane du Mali, la machine de guerre occidentale mise sur les rails dans le Sahel se détraque pièce par pièce. Fin de Barkhane, fin de Tabuka et fin du G5-Sahel. A l'inverse, le Mali gagne des points, même si la machine de guerre de propagande occidentale fait des dégâts sur le plan médiatique.

C'est la France qui mène la locomotive médiatique contre les Russes au Mali, point de fixation de l'Elysée. La société Wagner est diabolisée à l'outrance, jusqu'à la faire passer pour un autre groupe terroriste, non affilié à l'Etat islamique mais située dans la proche périphérie. De toute évidence, les pays de l'Europe, solidaires, suivent la politique africaine de la France, quoi qu'il leur en coûte. Cependant, « face à Moscou qui déploie ses mercenaires sur le terrain et qui mène une campagne de propagande efficace sur les réseaux sociaux, la France semble pour le moment enregistrer des revers dans la bataille de l'opinion », s'afflige « Le Monde » dans son édition d'hier.

L'image de ces jeunes Maliens

se prenant en photo devant une affiche du président russe Vladimir Poutine, lors de la manifestation portée par le mouvement Yerewolo contre la présence militaire française au Mali, place de la Tour de l'Afrique, à Bamako, le 4 février 2022, a fait le tour des salles de rédaction des quotidiens français et semble avoir fait mal. De même que les drapeaux russes brandis pendant que ceux de la France flambent dans les manifestations de l'opposition au Tchad. L'Algérie est directement intéressée par ce qui se passe à ses portes sud : les accords d'Alger, leur application, après la dernière réunion du groupe international menée par l'Algérie, l'agitation saharo-sahélienne contre la présence française, etc. En réalité, la France perd pied au



Sahel ; cela leur fait mal et le ressenti se répercute sur tous les articles de la presse occidentale spécialisée. Comme pour la guerre Russie-Ukraine, vous ne lirez sur la presse

internationale mainstream que ce qui va dans le sens souhaité par ces capitales occidentales. A décrypter avec le maximum de précaution...

I. Med

L'édito

Par Zahir Mehdaoui



Évasion fiscale, l'autre chantier sensible

S'il y a un chantier lourd et délicat après celui de la révision du système des subventions, c'est celui de la réforme du système fiscal. Les niveaux atteints par la fraude fiscale sont tels qu'il urge de s'attaquer à ce chantier. Depuis des années on n'arrête pas de parler sur ce sujet, le chiffre de 40 milliards de dollars a même été avancé comme préjudice porté aux caisses de l'Etat par l'évasion fiscale, mais hormis des constats et des promesses relatives à l'amélioration du système national de recouvrement des taxes et impôts, peu de choses ont été entreprises jusque-là pour pallier réellement les dysfonctionnements qui affectent le système fiscal national. En 2019, après la chute de Bouteflika, sous le gouvernement de Nourredine Bedoui, des engagements ont été pris pour réformer le système fiscal en s'inspirant des modèles internationaux les plus réussis. Il était alors question de renforcer la présence de l'administration fiscale à travers le territoire national, de numériser les services fiscaux, de relancer la fiscalité locale, d'exploiter toutes les assiettes fiscales non exploitées, de garantir de meilleures conditions de travail pour les agents de l'Administration fiscale, etc. Mais deux années après, on constate que rien de vraiment notable n'a été entrepris dans ce sens. Le fléau de la fraude et de l'évasion fiscale continue toujours à sévir et à ronger encore et encore l'économie nationale. Le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, conformément aux orientations du Président Tebboune, s'est engagé à réformer le système fiscal national et à traiter tous les dysfonctionnements enregistrés dans ce domaine. Mais réussira-t-il là où ses prédécesseurs ont échoué ? Quels mécanismes va-t-il mettre en place pour y parvenir ? L'installation d'un système de veille fiscale qu'il a annoncé récemment permettra-t-il de protéger l'économie nationale de ce fléau ? On le souhaite vivement, mais ce n'est pas si sûr quand on sait tous « les trésors d'astuces » utilisés par les fraudeurs pour échapper au fisc ! Fausses déclarations, surfacturations, activités économiques parallèles... sont devenues des mœurs économiques bien ancrées en Algérie qu'il faudrait une véritable révolution pour en venir à bout. La loi annoncée par le président Tebboune portant criminalisation de l'évasion fiscale en 2020 doit voir le jour pour résorber la nocivité de ce fléau. L'impunité a joué un très grand rôle dans la persistance de ce fléau dont les fâcheuses conséquences sur l'économie du pays ne sont plus à démontrer. Ériger le non-paiement des impôts au rang de « crime économique » peut certainement diminuer des volumes de la fraude et de l'évasion fiscale, surtout si cette loi devait être renforcée par des mécanismes d'accompagnement touchant notamment à l'équité fiscale et à l'intégration des activités économiques parallèles.

Z. M.

40 MILLIARDS USD D'INVESTISSEMENTS, 4E COMPAGNIE MONDIALE PRODUCTRICE DE GAZ ET 1RE DANS LES HYDROCARBURES EN AFRIQUE

Les « bons scores » de Sonatrach

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a indiqué hier, lors d'une visite à Baraki, que Sonatrach est « la quatrième compagnie internationale dans la production de gaz et la première dans les hydrocarbures en Afrique ». En visite de travail hier, à la raffinerie pétrolière à Baraki, pour la mise en service de nouvelles installations de l'agence locale, Arkab a expliqué que le centre de Sidi R'zine permet à Sonatrach de contrôler la production et ses chaînes, soulignant qu'il y aura d'autres réalisations dans le cadre de la numérisation dans les zones d'intervention de Sonatrach. Récemment encore, l'Algérie avait dominé le classement des indices de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) relatif à l'investissement dans les opérations de découverte de pétrole au niveau arabe et les pays membres durant le premier trimestre de 2022. Au niveau des pays arabes, les



données disponibles font état de 13 nouvelles découvertes de pétrole et de gaz au premier trimestre 2022 dont 12 découvertes au niveau des Etats membres de l'OPAEP. De plus, de grands investissements ont été projetés en 2022 au profit du secteur de l'Energie comme des énergies alternatives, avoisinant les 40 milliards de dollars, selon nos sources, et dont la plus grosse part sera consacrée à l'exploration et à la production pour préserver les capacités nationales de production, ainsi qu'à des projets dans le raffinage pour

répondre à la demande nationale en carburant ». Ce qui en fait un des plus gros investissements au monde. De même, la guerre en Ukraine a porté les prix du baril sur les marchés internationaux très haut, touchant presque les 120 dollars à certains pics. Ce qui en découlera un flux sans précédent de recettes dont le pays a été sevré depuis fort longtemps. Il faut également tenir compte d'une politique énergétique aujourd'hui plus agressive et résolument portée vers l'international, avec des accords de recherches,

pompage et exportation avec plusieurs partenaires africains, dont la Libye et le Mozambique. Le rebond récent du brut a permis de résorber le déficit commercial algérien passé « de 10,504 milliards de dollars fin septembre 2020 à 1,571 milliard de dollars en septembre 2021 », avait indiqué fin décembre la Banque d'Algérie. En 2011, Sonatrach avait annoncé un plan d'investissement de 60 milliards de dollars pour la période 2011-2015 afin de renforcer ses capacités de production. Avec l'effondrement des cours du brut à partir de 2014, le groupe avait toutefois dû réduire ses investissements, encore révisés à la baisse après l'éclatement de la pandémie de Covid-19 en 2020 et une nouvelle chute des cours de l'or noir. Aujourd'hui, plusieurs facteurs ont aidé à un exceptionnel redéploiement du mastodonte algérien des hydrocarbures.

O. F.

TÊTE-À-TÊTE LAMAMRA-JARANDI :

« L'Algérie était et sera toujours un soutien indéfectible à la Tunisie »

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, s'est entretenu ce dimanche avec son homologue tunisien, le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens de l'étranger, Othman Jarandi. C'est par un tweet de Jarandi que l'information a atterri sur Internet.

En effet, celui-ci a posté un tweet sur son compte en disant ceci : « J'ai été ravi de rencontrer mon frère Ramtane Lamamra, avec qui j'ai échangé des visions sur le Sommet africain ». Le ministre tunisien des Affaires étrangères a ajouté : « Nous avons également confirmé la solidité des relations entre nos deux pays et nos

dirigeants, qui ont donné à ces relations une dimension stratégique ». Selon le chef de la diplomatie tunisienne, Lamamra lui a assuré que l'Algérie était et sera toujours un soutien à la Tunisie, un soutien fondé sur le passé, le présent, l'avenir et le destin commun des deux pays ».

I. M.

LE PASSAGE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES S'INSCRIT COMME PRIORITÉ NATIONALE

Urgence d'un changement dans le modèle de production et de consommation

S'exprimant lors d'une réunion-débat avec la presse nationale organisée samedi 28 mai par le ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables et traitant de la question de la transition énergétique, le ministre en charge du dossier, M. BenattouZiane, a préconisé un changement dans le modèle national de production et de consommation de l'énergie afin d'aller vers un mix énergétique qui sera d'une acceptabilité sociale et efficacité économique.

Par Zacharie S. Loutari

Il s'agit, entre autres, selon le ministre de la transition numérique et industrielle, rappelant que la transition énergétique implique une transition globale dans tous les secteurs, et de souligner que la transition sera souple, durable, adaptée aux spécificités nationales, et axée sur une meilleure participation des énergies renouvelables.

Le changement, auquel fait appel M. BenattouZiane, devra garantir les trois sécurités à savoir: énergétique, alimentaire et celle de l'eau. Et d'ajouter que les défis énergétiques futurs permettront de renforcer le rôle de la transition énergétique notamment dans les secteurs stratégiques comme l'agriculture, l'eau, le transport et la logistique. Il faut rappeler que les spécialistes en la matière sont unanimes pour dire que

l'Algérie se doit de sortir du fossile attendu que le futur énergétique de l'Algérie devra être purement renouvelable. S'y engageant, notre pays a réalisé d'ores et déjà des progrès réalisés en la matière, notamment avec le lancement de projet pour la réalisation de stations d'énergie photovoltaïque d'une capacité de 1000 MW dit Solar1000. Au niveau du département de la transition énergétique et des énergies renouvelables, on assure que la création d'un environnement économique favorable à ce type d'investissement est assurée et que la rentabilité financière du projet est également assurée et devra contribuer à économiser des quantités importantes de gaz naturel consommées au niveau national, Techniquement parlant, l'Algérie est dans le meilleur ratio dans ce domaine, avec le potentiel notamment dans linoléine et le solaires,



même mieux que les pays du golfe ou dans le nord de l'Europe. Pour rappel, le programme national des énergies renouve-

lables vise à installer 15.000 MW d'ici 2035 et pour ce faire, plus de 80 opérateurs ont retiré le cahier de charges relatif à

l'appel d'offres pour la réalisation de stations d'énergie photovoltaïque d'une capacité de 1000 MW de type Solar1000.

MALGRÉ LE CONTEXTE MONDIAL MARQUÉ PAR UNE CRISE MAJEURE, LE PAYS RENOUVE AVEC LA CROISSANCE POSITIVE

L'Algérie enregistre une croissance de 4%, selon la BAD

Par Zacharie S. Loutari

La croissance de l'Algérie est à son apogée en 2021, lui permettant quasiment de revenir à un niveau meilleur que celui d'avant-crise, et ce malgré les pénuries mondiales qui ont freiné l'industrie.

En effet, alors que le PIB réel avait baissé de 4,7 % en 2020, après une très faible croissance de 0,8 % en 2019, l'Algérie renoue avec la croissance positive enregistrant pour l'année 2021 une croissance de 4,0%, après une contraction de 4,9% en 2020.

Cette croissance a été soutenue, selon le dernier rapport de la BAD par la reprise de la demande extérieure, principalement pour le pétrole, dont la production a augmenté et les prix sont en hausse. Toujours selon la BAD, ces évolutions, combinées à des mesures d'assainissement en 2021 ont permis de réduire le déficit budgétaire de 4,84 points de pourcentage, et de noter que l'amélioration des recettes pétrolières a partiellement compensé l'augmentation des dépenses d'investissement.

Le même rapport fait ressortir que le déficit courant s'est amélioré de 5,1 points de pourcentage du PIB en 2021, grâce à l'augmentation du volume et du prix des exportations de pétrole, aux bons résultats des autres exportations (fer et acier) et aux mesures de compression des importations. Toutefois et en dépit de ces résultats positifs dans ce contexte de crise mondiale, particulièrement marquée par le conflit armée russo-ukrainien, la BAD recommande à l'Algérie d'œuvrer à diversifier son économie et de s'orienter

vers la pétrochimie, le gaz et les produits agricoles qui ont un fort potentiel d'exportation, estimant que l'économie algérienne demeure tributaire des fluctuations des marchés des hydrocarbures. Elle fait remarquer, qu'au moment où l'Algérie occupe la 10e place parmi les producteurs mondiaux de gaz naturel, avec 2,2% de la production mondiale, le pays reste dépendant au gaz naturel, qui représente plus de 93% de la production totale d'électricité. A cet effet, elle recommande à l'Algérie de s'atteler à entamer son ambitieux programme d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique qui a été révisé en 2020. Pour rappel, le ministère de la Transition

énergétique et des Energies renouvelables a été chargé d'établir une capacité de 15 000 MW à partir de sources renouvelables d'ici 2035. Concernant le volet des exportations, et bien au-delà du potentiel d'exportation du gaz qui s'offre à la faveur des nouveaux projets gaziers dans le Sud-Ouest qui s'ajoutent à ceux de la région gazière d'Illizi dans le Sud-Est, les prix en dinar à l'exportation des marchandises, y inclus les hydrocarbures, ont connu une hausse de 49,5% durant 2021. Cette hausse à l'exportation des marchandises s'explique, d'un côté, par l'augmentation des prix des hydrocarbures de 49% et des prix des exportations des

produits hors hydrocarbures de 42,5%. Selon les données publiées par l'ONS, la hausse la plus à noter concerne les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes avec +72,9%, les huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale avec +59,8%, les boissons et tabacs (+23,5%) et les produits chimiques et produits connexes (+23,5%). Concernant les produits alimentaires et animaux vivants ceux-ci ont augmentés de 18,9% et celle des matières brutes non comestibles, sauf carburants (+17,4%), des articles manufacturés (+15,6%) et enfin les machines et matériels de transport a bondi de 8,4%.

Z. S. L.

LA CAISSE D'ASSURANCE CHÔMAGE PREND EN CHARGE LE FINANCEMENT DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS

Les chômeurs promoteurs mis sur les rails

La Caisse nationale d'assurance chômage continue, à titre transitoire, à prendre en charge le financement des projets d'investissements des chômeurs promoteurs âgés de trente (30) à cinquante-cinq (55) ans nécessitant un prêt non rémunéré complémentaire, suite à une réévaluation du coût du projet d'investissement pour les dossiers ayant obtenu un financement avant la date de publication du décret exécutif n° 22-45 du 19 janvier 2022, modifiant et complé-

tant le décret exécutif n° 94-188 du 6 juillet 1994 susvisé. C'est ce qui ressort de l'Arrêté interministériel du 28 avril 2022 fixant les modalités de la prise en charge du financement et de l'octroi des aides et avantages au profit des chômeurs promoteurs âgés de trente (30) à cinquante-cinq (55) ans et qui vient de sortir dans le dernier numéro du Journal officiel. Les dossiers des chômeurs-promoteurs âgés de trente (30) à cinquante-cinq (55) ans disposant d'une

attestation d'éligibilité et de financement et n'ayant pas obtenu un financement par la Caisse nationale d'assurance chômage à la date de publication du décret procès-verbal arrêté en commun accord entre les deux parties. Les dossiers transférés des chômeurs-promoteurs ayant obtenu une attestation d'éligibilité et de financement délivrée par les services de la caisse nationale d'assurance chômage et qui nécessitent un traitement, seront réexaminés par les comités de

sélection, de validation et de financement de l'agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, notamment pour les cas se rapportant à : la réévaluation des projets d'investissement ; le changement de fournisseurs ; le changement d'équipements et/ou matériels ou cheptel ; la prorogation de la notification bancaire ; la prorogation de l'attestation d'éligibilité et de financement.

I.M.

METTRE FIN AU TERRORISME BUREAUCRATIQUE

Nouveau code d'investissement et lutte contre la bureaucratie

Le nouveau code d'investissement adopté en Conseil des ministres du 19/05/2022, devra mettre fin au terrorisme bureaucratique en libérant les énergies créatrices et s'insérer dans le cadre d'une vision stratégique.

Abderrahmane MEBTOUL
Professeur des universités,
expert international

Après plus de deux années de retard, rejeté plusieurs fois par le Président de la République, demandant de lever les verrous bureaucratiques, le code des investissements a été adopté le 9 mai 2022 en conseil des ministres qui sera, pour son adoption définitive, d'un débat au parlement.

1.-Le nouveau code d'investissement que j'ai étudié avec attention propose sept axes directeurs. Premièrement, sur la révision du rôle du CNI, en réhabilitant les missions et attributions organiques prévues lors de sa création, notamment pour les aspects portant approbation de stratégies et de politiques de promotion de l'investissement et sur la reconfiguration de l'ANDI, afin qu'elle soit plus visible à l'international, tout en lui accordant le rôle d'un vrai promoteur et accompagnateur des investisseurs et qui sera placé sous l'autorité du premier ministre. Deuxièmement, la mise en place d'une plateforme numérique de l'investisseur au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, à l'effet d'assurer une interconnexion avec les organismes et administrations concernés par l'acte d'investir. Troisièmement, la création auprès de l'agence d'un guichet unique dédié aux grands projets d'investissement et des investissements étrangers, permettant une meilleure prise en charge pour la concrétisation de ces projets d'investissement avec des centres créés au niveau des guichets uniques décentralisés, abritant l'ensemble des services habilités à fournir les prestations nécessaires à la création des entreprises, à leur soutien, à leur développement ainsi qu'à la réalisation des projets, par leur adaptation à la situation de chaque wilaya. Quatrièmement, l'orientation des avantages et incitations exclusivement vers les investissements dans les secteurs prioritaires, notamment les projets d'investissement stratégiques et/ou structurants pour le pays, et ceux implantés dans des zones nécessitant un accompagnement particulier de l'État et la mise en place, par voie réglementaire, de grilles d'évaluation des avantages à octroyer au profit des projets d'investissement enregistrés, en fonction des critères liés, d'une part, à l'importance et la priorité des projets, et, d'autre part, à leur lieu d'implantation. Cinquième-

ment, la fixation des délais de réalisation des projets d'investissement, à l'effet d'inciter les promoteurs à accélérer la concrétisation de ces projets, avec possibilité de prolongation de délai à une année renouvelable une seule fois à condition d'être entériné, étant proposé «l'établissement des procès-verbaux d'entrée en phase d'exploitation par l'agence et la mise en place des services fiscaux, pour permettre aux porteurs de projets d'investissement de s'orienter dans leurs démarches vers un seul interlocuteur, l'application d'un taux modulable de la TVA pour les investissements réalisés dans le régime des secteurs prioritaires. Sixièmement, l'intégration d'une disposition se rapportant à l'information sur l'offre foncière en matière d'octroi et de disponibilité des terrains relevant du domaine privé de l'État destinés à la réalisation des projets d'investissement en accordant les pleins pouvoirs de décision aux représentants des organismes et des administrations au sein des guichets uniques, de façon à leur permettre de délivrer et d'octroyer l'ensemble des décisions, documents et autorisations en lien avec la concrétisation et l'exploitation du projet d'investissement. Septièmement, l'exemption des formalités du commerce extérieur et de domiciliation bancaire pour les biens neufs constituant un apport extérieur en nature» et la garantie de transfert de l'investisseur étranger ainsi que le montant transférable étant déterminés en fonction de sa part de financement dans le coût total de l'investissement. Mais, pour qu'il soit vraiment efficace, c'est tout l'écosystème éco-social du pays qu'il faudrait revoir. Car depuis de longues décennies, combien de codes d'investissements, de réunions, de commissions ont eu lieu pour relancer le tissu économique. Pourtant, jusqu'à présent, 98% des recettes en devises proviennent toujours de Sonatrach, ce qui prouve que ces différentes rencontres n'ont eu aucun impact sur le terrain et que le blocage est d'ordre systémique.

2.- C'est l'entreprise libérée des entraves et un Etat régulateur qui peuvent créer une économie productive à forte valeur ajoutée, devant cerner les causes du blocage car si les investissements algériens ne trouvent pas intérêt à aller vers la production nationale, vers la création de l'emploi, faut-il s'étonner, ou encore moins, s'attendre à ce que les investisseurs étrangers, qu'il y ait la



règle du 51/49% ou même l'inverse, fassent preuve de plus d'engagement ? L'attrait de l'investissement à forte valeur ajoutée ne saurait résulter de lois mais d'une réelle volonté politique allant vers de profondes réformes, une stabilité du cadre juridique et monétaire permettant la visibilité, et les pays qui attirent le plus les IDE n'ont pas de codes d'investissement, mais une bonne gouvernance (notre interview au quotidien gouvernemental Horizon du 07/05/2022).

Mon expérience et mes contacts internationaux aux plus hauts niveaux montrent : que le temps est terminé, des relations personnalisées entre chefs d'État ou de ministres à ministres dans les relations internationales où dominent désormais les réseaux décentralisés ; que dans la pratique des affaires n'existent pas de sentiments mais uniquement des intérêts, et que tout investisseur est attiré par le profit, qu'il soit américain, chinois, russe, turc ou européen. Il appartient ainsi à l'État régulateur, dont le rôle stratégique en économie de marché s'apparente à celui d'un chef d'orchestre, de concilier les coûts privés et les coûts sociaux. C'est par la méconnaissance des nouvelles règles qui régissent le commerce international que s'expliquent les nombreux litiges internationaux, avec des pertes se chiffrant en dizaines de millions de dollars. C'est que depuis plus de 60 ans nous avons assisté à bon nombre de codes d'investissement et des changements de l'écosystème des entreprises publiques avec un impact mitigé, montrant clairement la dominance de la démarche administrative et bureaucratique au détriment de la démarche opérationnelle économique, ces changements périodiques d'organisation démobilisent les cadres du secteur économique public, et même les investisseurs locaux et étrangers avec le renforcement de la dynamique rentière,

et cela bloque tout transfert de technologique et managérial.

La règle des 49/51 % instaurée en 2009, dont j'avais demandé l'abrogation (voir Mebtoul-Paris Africapresse et aux USA par American Herald Tribune www.google 2009/ a eu un impact mitigé. L'essentiel, ce ne sont donc pas les lois, mais de s'attaquer au fonctionnement du système afin de déterminer les blocages qui freinent l'épanouissement des entreprises créatrices de richesses, qu'elles soient publiques, privées locales ou internationales. L'investissement hors hydrocarbures en Algérie, porteur de croissance et créateur d'emplois, est victime de nombreux freins dont les principaux restent l'omniprésence du terrorisme bureaucratique qui représente à lui seul plus de 50 % des freins à l'investissement. Enjeu politique majeur s'impose la réforme du système financier, pour attirer l'investisseur afin de sortir de la léthargie et de la marginalisation le secteur privé, puisque les banques publiques, qui continuent à accaparer 90 % des crédits octroyés, ont carrément été saignées par les entreprises publiques du fait d'un assainissement qui, selon les données récentes (2021), a coûté au trésor public du premier ministre ces trente dernières années environ 250 milliards de dollars, sans compter les réévaluations répétées durant les dix dernières années de plus de 65 milliards de dollars, entraînant des recapitalisations répétées des banques malades de leurs clients.

Enfin comme frein à l'investissement porteur, l'absence d'un marché foncier où la majorité des wilayas livrent des terrains à des prix exorbitants, souvent sans utilités, routes, téléphone, électricité/gaz, assainissements etc. et l'inadaptation du marché du travail renvoyant à la réforme du système socio-éducatif et de la formation professionnelle ,si l'on veut éviter des usines à

fabriquer de futurs chômeurs. Il faudra surtout une véritable stratégie de développement et stabilité juridique et monétaire pour attirer les investisseurs. La dévaluation du dinar coté le 20 mai 2022 à 146,73 dinars un dollar contre 5 dinars pour un dollar en 1970, et selon les prévisions de l'exécutif, le taux de change du dinar sera de 149,3 DA pour un dollar fin 2022, de 156,8 DA/dollar en 2023 et 164,6 DA/dollar en 2024, malgré cette dévaluation, le blocage étant d'ordre systémique, contrairement à l'illusion monétaire, cela n'a pas permis de dynamiser les exportations hors hydrocarbures.

En 2021, 97-98 % des recettes en devises proviennent toujours de Sonatrach et sur les 34,5 milliards de dollars de recettes de Sonatrach en 2021, plus de 2,5 milliards de dollars de recettes comptabilisées dans la rubrique hors hydrocarbures , ce dérapage du dinar permettant d'atténuer artificiellement le montant de ce déficit budgétaire prévu par la loi de finances 2022 est d'environ 4 175 milliards de dinars (au cours de 137 dinars un dollar au moment de l'élaboration de cette loi soit 30,50 milliards de dollars, 8 milliards de dollars de plus qu'en 2021. Cela permet une épargne forcée accélérant l'inflation qui risque avec l'inflation importée d'avoir un taux à deux chiffres en 2022, où la majorité des prix des produits non subventionnés ont plus que doublé, avec des incidences négatives sur le pouvoir d'achat. Les recettes prévues par le FMI en 2022 d'environ 55/57 milliards de dollars risquent d'être épongé par l'inflation mondiale où la valeur des importations de biens et services ont été d'environ 46 milliards de dollars en 2021, devant pondérer d'au moins 50%: exemple le cours du blé étant passé de 200 dollars la tonne à plus de 400 où seulement la facture alimentaire a été d'environ 9 milliards de dollars en 2021.

A. M.

CRISE ALIMENTAIRE

L'UA VA CRÉER UNE AGENCE HUMANITAIRE

Les Chefs d'Etat de l'Union africaine (Ua) comptent mettre en place une agence humanitaire africaine et d'un fonds spécial d'urgences pour faire face à d'éventuelles crises sur le continent, a annoncé l'institution régionale à l'issue d'un sommet à Malabo (Guinée-Equatoriale) tenu entre le 25 et le 28 mai 2022. « La situation humanitaire est alarmante au niveau du continent : 27 millions de personnes sont réfugiées ou déplacées. Donc, nous pensons que l'urgence aujourd'hui est de trouver des solutions ici et maintenant », soutient la ministre sénégalaise des Affaires étrangères, Aïssata Tall Sall, citée par Financial Afrik. En plus de cette initiative, les chefs d'Etat de l'Ua vont débattre, ce 28 mai 2022, de la mise en place « d'un fonds d'urgences qui sera alimenté par la participation financière de chaque pays membre de l'organisation ».

Selon l'Ua, la hausse des prix des denrées alimentaires, les effets de la pandémie de Covid-19 et du conflit russo-ukrainien, risquent de mettre en péril « l'alimentation saine hors de portée d'un plus grand nombre de personnes » sur le continent.

85 MILLIARDS FCFA RÉCOLTÉS POUR GÉRER LES CRISES HUMANITAIRES

Les chefs d'Etat de l'Union africaine (Ua) ont récolté près de 85 milliards FCFA sur les 8 milliards FCFA prévus, lors de la journée dédiée aux crises humanitaire. Cet événement a eu lieu lors du sommet de l'Ua qui se tient à Malabo (Guinée-Equatoriale) du 25 au 28 mai 2022. « On a eu des donations, des contributions pour nous permettre de mener à bien l'action humanitaire », indique la Commissaire de l'Ua à la Santé, aux Affaires humanitaires et au développement social, Minata Samaté Sessouma, citée par Rfi. Ce fonds va permettre aux gouvernements du continent africain de prendre en charge les déplacés et les réfugiés, indique la même source. Selon l'Ua, le continent est confronté à de multiples défis, notamment les crises humanitaires qui ont pour cause les conflits armés. Il s'y ajoute le terrorisme, l'extrémisme violent, la sécheresse et le changement climatique.

D. M.

TUNISIE

La Banque mondiale accorde un financement complémentaire d'environ 72 millions de dinars

La Banque mondiale a annoncé, ce vendredi, avoir approuvé un financement supplémentaire pour la Tunisie d'un montant de 23,8 millions de dollars, équivalant à 72 millions de dinars, qui sera alloué à un projet de lutte contre la pandémie du coronavirus, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités du système de santé du pays à répondre aux exigences sanitaires des citoyens.



« Ce deuxième financement supplémentaire, qui comprend un prêt de 22 millions de dollars et une subvention de 1,8 million de dollars, contribuera à renforcer les capacités de soins cliniques, d'urgence et chirurgicaux dans les hôpitaux tunisiens, contribuant ainsi à la reprise de la Tunisie après la pandémie du coronavirus en allégeant ses répercussions », peut-on lire. Les fonds supplémentaires permettront également à la Tunisie d'acheter des équipements et dispositifs médicaux et de fournir une assis-

tance technique pour renforcer la résilience du système de santé.

Pour rappel, la Banque mondiale a accordé, le mois dernier à la Tunisie un prêt de 400 millions de dollars pour financer le Projet de réponse d'urgence Covid-19 pour la protection sociale.

Le ministre tunisien de l'Economie et de la Planification, Samir Saïed et le représentant résident du bureau de la BM en Tunisie, Alexandre Arrobbio, ont signé mercredi, un accord à cet effet, en présence du ministre des Affaires sociales, Malek Ezzahi, rap-

porte l'agence de presse officielle, Tunis Afrique Presse (TAP). Ce crédit octroyé avec un taux d'intérêt qui ne dépasse pas le 1%, sera remboursé sur 17 ans avec une période de grâce de 5 ans.

La TAP indique que le projet en question vise à soutenir les populations les plus vulnérables notamment les familles pauvres et à faible revenu pour les aider à faire face aux répercussions de la pandémie de Covid-19. Il permettra également de renforcer le capital humain des familles vulnérables et de consolider le système

tunisien de protection sociale. La nouvelle tranche de financement permettra d'étendre les prestations du programme d'allocations familiales à environ 120 000 enfants âgés de cinq ans et moins. Ledit projet comporte trois volets, à savoir : les transferts monétaires pour atténuer l'impact de la crise du Covid-19 (354 millions de dollars), les transferts monétaires pour le développement du capital humain (24 millions de dollars) et le renforcement du système de protection sociale (21 millions de dollars).

D. M.

IRAN

Les équipages des pétroliers grecs saisis sont en bonne santé

Les équipages de deux pétroliers grecs saisis par l'Iran dans les eaux du Golfe ne sont pas en détention et sont en bonne santé, ont indiqué avant-hier, les autorités iraniennes. Vendredi, les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran, ont annoncé s'être emparés de ces deux navires, après que Téhéran a protesté contre la saisie mi-avril par la Grèce sur demande des États-Unis d'un navire transportant du pétrole iranien. « Tous les membres (d'équipage) sont en bonne santé et sont

restés à bord (des navires). Ils sont traités conformément au droit international et (les autorités portuaires) leur procureront tout ce dont ils sont besoin », ont indiqué les autorités portuaires et maritimes dans un communiqué diffusé par l'agence officielle Irna. Après cette saisie, le ministère grec des Affaires étrangères a dénoncé des actes « assimilables à de la piraterie ». Il a indiqué que neuf Grecs faisaient partie des équipages des deux navires, mais a refusé de donner le nombre total des marins à bord. « Nos

liens (avec la Grèce) ne doivent pas être ternis par des erreurs de calcul (...), y compris le banditisme sur commande d'une tierce partie », a écrit sur Twitter le porte-parole des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh. En vertu des sanctions européennes liées à la guerre en Ukraine, les autorités grecques ont saisi le 19 avril au large de l'île d'Eubée le pétrolier russe Pegas, rebaptisé quelques jours plus tard Lana. Selon des informations à l'époque, le tanker transportait 115.000 tonnes de pétrole iranien. Mercredi, une

porte-parole de la police portuaire grecque a indiqué que ce pétrole serait « transféré aux États-Unis (...) à la suite d'une demande de la justice américaine ». Téhéran a accusé Washington de « violation claire du droit maritime et des conventions internationales » et appelé à « lever immédiatement la saisie du navire et de son chargement ». Les États-Unis imposent pour leur part des sanctions économiques à l'Iran qui touchent notamment ses exportations de pétrole.

R. E.

MALI

Vers une baisse de 2 % de la croissance du Pib en 2022

La croissance du produit intérieur brut (Pib) du Mali devrait enregistrer une baisse de 2,1 % en 2022, selon une projection du rapport de la Banque africaine de Développement (Bad).

Cette baisse est imputable aux sanctions de l'Union économique et monétaire

ouest-africaine (Uemoa) et celles de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) à l'égard du gouvernement malien, explique le document.

Le document indique que le Mali devrait modifier son programme d'investisse-

ment public pour donner la priorité aux énergies renouvelables » pour assurer la transition vers une croissance énergétique verte d'ici 2030.

Le 9 janvier 2022, les chefs d'Etat de la Cedeao et l'Uemoa avaient pris une série de sanctions contre le gouvernement de

la transition au Mali. Ces sanctions concernent la suspension des échanges commerciaux (excepté les produits de première nécessité) avec les autres pays, le gel de ses opérations financières avec les institutions dédiées de la Cedeao.

R. E.

ANNABA

Ouverture «prochaine» d'un hôpital des urgences médico-chirurgicales

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé, avant-hier à Alger, qu'un nouvel hôpital des urgences médico-chirurgicales sera "prochainement" ouvert dans la wilaya d'Annaba.

Présidant les journées médico-chirurgicales organisées au CHU Salim Zmirli à El Harrach consacrées aux traumatismes et fractures, M. Benbouzid a fait part de sa visite "prochaine" à la wilaya d'Annaba durant laquelle il présidera l'inauguration "d'un hôpital des urgences médico-chirurgicales d'une capacité de 140 lits".

Il a également cité les hôpitaux des urgences médico-



chirurgicales réalisés dans plusieurs régions du pays, notamment ceux dans les grandes agglomérations, mettant l'accent sur la nécessité d'en améliorer les presta-

tions. Le ministre a souligné l'importance de la formation en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, relevant que la réforme du système sanitaire était devenue "une nécessité impérieuse au regard de l'importance accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au secteur à travers les dispositions prises en vue d'améliorer et moderniser les prestations offertes au citoyen".

A ce propos, il a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des patients au niveau des structures du secteur.

S'agissant de la vidéo relayée sur les réseaux sociaux sur la situation du service gynécologie-obstétriques à l'hôpital Ibn Rochd à Annaba, le ministre de la santé a assuré que son secteur œuvrera à "améliorer la situation des hôpitaux au service des citoyens".

SOLIDARITÉ NATIONALE

Un programme de formation au profit des associations

Un programme de formation au profit des associations visant à renforcer leur rôle dans l'action solidaire et sociale et promouvoir leur contribution aux différents domaines de développement durable, a été lancée avant-hier à Alger. Accompagnée du président de l'Observatoire national de la société civile, Abderrahmane Hamzaoui, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou a présidé le lancement de la première session de ce programme de formation en présence de nombre d'associations et de représentants de cellules de proximité, relevant du secteur de la solidarité nationale. Ce programme de formation vise à développer les capacités des associations et à promouvoir leur rôle dans différents domaines, notamment au niveau local, en matière d'organisation de campagnes de sensibilisation et de volontariat en fonction de la spécialité de chaque association. Ces sessions de formations portent sur plusieurs

axes relatifs aux mécanismes d'intégration de la femme dans le développement économique à travers la promotion d'un guide d'intégration économique de la femme, élaboré par le ministère de la solidarité nationale ainsi que la sensibilisation et les opérations de bénévolat au sein de la société. Mme Krikou a souligné à cette occasion que cette rencontre visait à "coordonner les efforts en vue d'une formation de qualité au profit des membres de la société civile afin de contribuer aux opérations de prise en charge des catégories vulnérables", soulignant le rôle de la société civile "dans la consécration de la stratégie nationale relative à la prise en charge des catégories vulnérables". Pour sa part, M. Hamzaoui a précisé que cette formation visait à "promouvoir la performance en vue de contribuer aux différents domaines de prise en charge des catégories vulnérables", relevant que ce programme englobera "le maximum d'association à caractère solidaire et social au niveau national".

R. R.

ACCIDENT DE LA ROUTE

Cinq personnes décèdent au sud de Tamanrasset

Cinq personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu dimanche dans la wilaya de Tamanrasset, ont indiqué les services de la protection civi-

le (PC). L'accident s'est produit au niveau de la route nationale (RN-1), à 150 km au sud de Tamanrasset, suite au dérapage et au renversement d'un véhicule utilitaire,

causant la mort sur le lieu de cinq personnes à bord, âgées entre 24 et 35 ans, selon la même source. Les corps des victimes ont été transférés vers la morgue de l'hôpital de

Tamanrasset, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet accident. **Aymen D.**

L'APPARITION DES ORQUES DANS LES CÔTES ALGÉRIENNES

Le ministère de la Pêche dément

Le ministère de la Pêche a démenti l'entrée d'épaulards sur les côtes algériennes, affirmant que les pêcheurs ou les vacanciers ne sont pas en danger, lit-on sur un communiqué publié sur la page officielle du ministère.

« Après enquête auprès des professionnels et associations concernés par l'aspect environnemental marin »,

précise le ministère de la Pêche dans un communiqué, « il s'est avéré que les photos et vidéos qui ont circulé sur les pages Facebook et divers médias sociaux concernant l'entrée des orques sont incorrectes. » « Et il n'y a aucun danger pour les pêcheurs ou les vacanciers, contrairement à ce que certaines pages ont promu. »

De son côté, la Direction de la Pêche Maritime et de l'Aquaculture a indiqué à Mostaganem que la vidéo circulant des orques dans la région est sans fondement. Et « aucun cas d'entrée de ce type de baleine n'a été enregistré, et c'est ce que nous ont confirmé les professionnels ».

D. M.

JM 2022

PRÈS DE 3500 ATHLÈTES ATTENDUS À ORAN

3.434 athlètes représentant 26 pays seront de la partie lors des 19es Jeux Méditerranéens, prévus du 25 juin au 5 juillet, a indiqué avant-hier le président de la commission des compétitions des Joutes d'Oran, Yacine Arab.

L'Italie se déplacera avec la plus grande délégation, composée de 565 membres (athlètes et officiels), sur un total de 5156 participants (officiels inclus) attendus à Oran. Elle sera suivie de l'Algérie (pays hôte), avec une délégation de 522 personnes dont 193 athlètes messieurs et 136 dames. Viennent ensuite, la France (496), la Turquie (460), l'Espagne (408), Egypte (294), Tunisie (263), Grèce (252), Serbie (244), Portugal (237), Maroc (220), Slovaquie (198), Chypre (174), Croatie (172), Macédoine du Nord (109), Bosnie-Herzégovine (79), Albanie (81), Kosovo (69), Liban (65), Monténégro (49), Syrie (49), Malte (43), Saint-Marin (36), Monaco (30), Libye (25) et Andorre, avec la plus faible délégation avec 16 membres.

«Vingt-six (26) pays se sont engagés dans les 24 sports et 244 épreuves, inscrits au programme général de cette 19e édition des JM 2022 et dont deux (Lutte et Haltérophilie) permettront aux athlètes participants d'engranger des points supplémentaires à leur classement mondial, en prévision d'une qualification aux Jeux olympiques de Paris-2024 », a déclaré M. Arab à l'APS.

Outre les 24 disciplines, le Comité d'organisation des jeux d'Oran conjointement, avec le CIJM (comité international des Jeux Méditerranéens), a intégré, au programme général des JM-2022, trois sports à titre de démonstration. Il s'agit des échecs, du para-athlétisme (100m non voyant, 1500m/T45, 46 et Moteur), et du Teqball.

R. R.

MOSTAGANEM

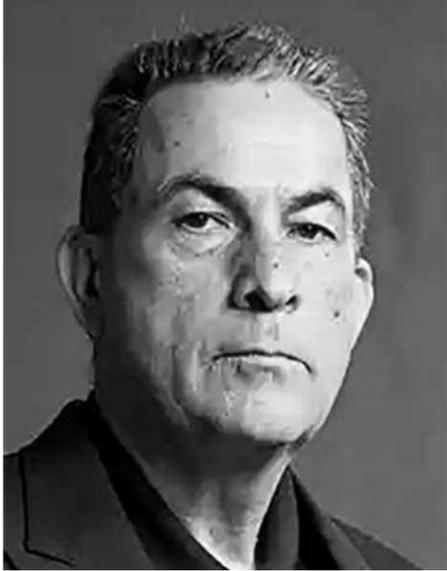
UN CORPS SANS VIE REPÊCHÉ AU LARGE DE LA PLAGE SIDI MAJDOUB

Les éléments de la protection civile ont repêché, vendredi, le corps sans vie d'un des deux baigneurs portés disparus au large de la place de Sidi Majdoub, dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué un communiqué de la direction locale de ce corps constitué. La même source a précisé que les plongeurs de la protection civile ont repêché, vendredi, le corps sans vie d'un des deux baigneurs portés disparus depuis mardi dernier au large de la plage de Sidi Majdoub, près de Kharouba, au nord de la ville de Mostaganem.

Les opérations de recherche se poursuivent pour retrouver le second noyé, âgé de 16 ans, après l'amélioration des conditions météorologiques et le renforcement des équipes de la protection civile par celles des wilayas de Chlef et de Relizane, a ajouté le texte. La dépouille repêchée, a été déposée à la morgue de l'hôpital «Boumedienne Bensamaïl» de Kharouba, a-t-on conclu.

R. R.

Pourquoi, pour les Israéliens, i



GIDEON LEVY

Chroniqueur et membre du comité de rédaction du journal israélien Haaretz

Une société qui fait l'autruche ne peut pas aller bien loin et sera certainement incapable de faire face aux véritables défis auxquels elle sera confrontée. Des juifs ultra-orthodoxes prient lors de célébrations sur le site du tombeau du rabbin Shimon Bar Yohai dans le village de Meron, dans le nord d'Israël, le 19 mai 2022²

S'il y a une chose qui manque complètement au débat public en Israël, c'est une vision à long terme. Israël ne regarde pas vers l'avenir, pas même une demi-génération plus loin. Les enfants occupent une grande place en Israël : le temps et l'énergie qui leur sont consacrés dépassent largement ce que l'on connaît généralement dans la plupart des autres sociétés. Et pourtant, personne ne parle de ce qui les attend, eux ou leurs propres futurs enfants.

PAS UN SEUL ISRAËLIEN NE SAIT OÙ VA SON PAYS

Adressez-vous à n'importe quel Israélien ordinaire ou à n'importe quel responsable politique, journaliste ou scientifique, du centre, de droite ou de gauche et demandez-lui où va son pays, à quoi son pays ressemblera dans vingt ans, ou cinquante. Ils ne sont même pas capables de décrire ce à quoi le pays pourrait ressembler dans dix ans. Peu d'Israéliens pourraient même dire quelle direction ils aimeraient voir leur pays prendre, au-delà de slogans creux prônant la paix, la sécurité et la prospérité.

UNE QUESTION TROUBLANTE

La seule question qui se pose au sujet du

long terme est également très instructive : Israël existera-t-il encore dans vingt ou cinquante ans ? C'est la seule question que vous entendrez en Israël à propos de l'avenir. Et pendant ce temps, une autre question – « Y aura-t-il un jour la paix ? » –, pourtant omniprésente il y a une ou deux générations, n'est plus à l'ordre du jour et n'est presque jamais posée.

Il y a très peu d'endroits où les gens se demandent si leur pays existera encore ou non dans quelques décennies. On ne se pose pas cette question en Allemagne ou en Albanie, ni au Togo ou au Tchad. Cette question n'a peut-être même pas lieu d'être non plus pour Israël, puissance régionale puissamment armée et aux connexions impressionnantes, terre de prouesses technologiques et de prospérité, mais aussi chouchou de l'Occident. Notez les efforts incroyables déployés par les Israéliens pour obtenir un deuxième passeport – n'importe lequel ! – pour eux-mêmes et leurs enfants. Qu'il soit portugais ou lituanien, l'essentiel est d'avoir une alternative au passeport israélien. Dites-vous pourtant que nombre d'Israéliens continuent de se poser cette question, encore plus souvent que jamais ces derniers temps. Comme si celui-ci était une sorte de permis temporaire proche de sa date d'expiration, comme s'il n'était pas possible de le renouveler éternellement.

Tout cela laisse entendre que l'habitude qu'ont les Israéliens de faire l'autruche au sujet de l'avenir de leur pays cache une peur

profondément ancrée, et peut-être très réaliste, de ce que l'avenir peut leur réserver. Les Israéliens ont peur de l'avenir de leur pays. Ils se vantent de la puissance et des capacités de leur pays, une nation juste, un peuple élu, une lumière pour les nations. Ils sont extrêmement fiers de leur armée, de leurs compétences, alors qu'en même temps, une peur traumatique les ronge de l'intérieur. L'avenir de leur pays leur est caché, il est enveloppé d'une brume. Ils aiment employer des termes religieux pour parler d'éternité, d'une « Jérusalem unie pour l'éternité » et de la « promesse éternelle de Dieu à Israël », alors qu'au fond, ils n'ont aucune idée de ce qui arrivera à leur pays demain ou, au plus tard, après-demain.

SE BERGER D'ILLUSIONS N'APPORTE AUCUNE RÉPONSE

Les mots d'ordre sont la répression, le déni, l'illusion, portés à un niveau inconnu dans toute autre société qui me vient à l'esprit. Tout comme la plupart des Israéliens estiment qu'il n'y a pas d'occupation, et certainement pas d'apartheid, malgré les montagnes de preuves qui ne cessent de s'élever, pour la plupart des Israéliens, demain n'a pas d'importance. Demain n'a pas d'importance en ce qui concerne l'environnement ou le changement climatique en Israël, ni en ce qui concerne les relations avec la nation voisine qui vit avec notre genou sur la gorge. Essayez de demander à des Israéliens ce

qu'il en sera un jour en cas de majorité palestinienne entre le Jourdain et la Méditerranée: dans le meilleur des cas, on ne vous adressera qu'un haussement d'épaules. Où tout cela va-t-il nous mener ? Vivrons-nous éternellement par l'épée ? Le jeu en vaut-il la chandelle ?

Vous découvrirez – devinez quoi ? – que les Israéliens ne se sont jamais posé cette question auparavant et que personne ne leur a jamais posée. L'expression de leur visage vous montrera qu'ils n'ont jamais entendu une question aussi étrange. Dans tous les cas, il n'y aura pas de réponse. Les Israéliens n'ont pas de réponse. Cette situation est bien entendu très malsaine. Une société qui fait l'autruche ne peut pas aller bien loin et sera certainement incapable de faire face aux véritables défis auxquels elle sera confrontée. L'occupation, qui est plus que tout autre terme ce qui définit Israël aujourd'hui, présente plus qu'une poignée de défis qu'Israël se refuse à affronter. Que va-t-il se passer avec l'occupation ? Où va-t-elle mener les deux sociétés, les occupants et les occupés, les Israéliens et les Palestiniens ? L'occupation peut-elle durer éternellement ?

Jusqu'à récemment, j'étais convaincu que l'occupation ne pouvait pas durer éternellement. L'histoire nous a appris qu'un peuple qui se bat pour être libre l'emporte généralement et que les régimes pourris, comme l'occupation militaire du peuple palestinien par Israël, s'effondrent d'eux-mêmes, rongés de l'intérieur par la pourriture qui finit toujours par les envahir. Mais à mesure que l'occupation israélienne se prolonge et que sa fin recule continuellement, des doutes ébranlent ma conviction, autrefois solide, que quelque chose se produira sûrement bientôt pour faire tomber l'occupation, à la manière d'un arbre qui semble robuste de prime abord mais qui a pourri de l'intérieur. Le cas le plus effrayant est celui de l'Amérique et des Amérindiens, l'histoire d'une conquête qui est devenue permanente, avec un peuple conquis parqué dans des réserves où leur indépendance et leur autodétermination ne sont que théoriques et où leurs droits nationaux sont ignorés.

UNE OCCUPATION SANS FIN

En d'autres termes, il y a effectivement des occupations qui se poursuivent indéfiniment, défiant tous les pronostics, et persistent jusqu'à ce qu'un peuple conquis cesse d'être une nation et devienne une curiosité anthropologique vivant en cage dans une réserve. Cela se produit lorsque l'occupation est particulièrement puissante, que les conquis sont particulièrement faibles et que le monde se désintéresse de leur sort. Un tel avenir se dessine aujourd'hui pour les Palestiniens. Ils vivent leur période la plus périlleuse depuis la Nakba en 1948. Divisés, isolés, privés d'un leadership fort, ils saignent au bord de la route et perdent lentement leur atout le plus précieux, à savoir la solidarité qu'ils ont éveillée à travers le monde, en particulier dans les pays du Sud.

Yasser Arafat était une icône mondiale ; il n'y avait aucun endroit sur terre où son nom n'était pas connu. Aujourd'hui, aucun dirigeant palestinien ne s'en approche. Pire encore, leur cause disparaît progressivement de l'ordre du jour mondial, qui s'intéresse à des questions urgentes telles que les mouvements migratoires, l'environnement et la guerre en Ukraine. Le monde en a assez des Palestiniens, le monde arabe s'en est lassé il y a longtemps et les Israéliens ne se sont jamais intéressés à eux. Cela pourrait encore changer, mais les tendances actuelles sont profondément décourageantes.

Il y a effectivement des occupations qui se poursuivent indéfiniment, défiant tous les pronostics, et persistent jusqu'à ce qu'un peuple conquis cesse d'être une nation et devienne une curiosité anthropologique vivant en cage dans une réserve



APPORTE AUCUNE RÉPONSE

Il est impossible de voir l'avenir

Une nouvelle Nakba calquée sur le modèle de 1948 ne semble pas être une option réaliste pour Israël à l'heure actuelle : la seconde Nakba est un phénomène continu qui se produit insidieusement et en permanence, mais sans fracas. Il y a certainement des gens en Israël qui caressent l'idée que, sous le couvert d'une guerre future, Israël puisse « finir le travail » qui n'a été que partiellement achevé en 1948. Des voix menaçantes employant cette tonalité se font davantage entendre depuis quelque temps, mais elles restent minoritaires dans le discours israélien.

Poursuivre la colonisation ? Pourquoi pas. La plupart des Israéliens s'en moquent. Ils ne sont jamais allés dans les colonies, ils ne s'y rendront jamais et se fichent éperdument qu'Evyatar soit évacuée ou non.

La lutte a glissé depuis longtemps vers le front international. Le changement crucial ne viendra que de là, comme cela s'est produit en Afrique du Sud. Néanmoins, une partie du monde s'est tout simplement désintéressée de la question, tandis que le reste s'accroche à la formule de la solution à deux États comme si elle était sanctifiée par un décret religieux. Pourtant, la plupart des décideurs savent déjà que la solution à deux États est morte depuis longtemps, si tant est qu'elle ait vécu un jour.

LA VOIE DE L'ÉGALITÉ

La seule façon de sortir de cette impasse déprimante est de créer un nouveau discours, fondé sur les droits et l'égalité. Il faut cesser de chanter les rengaines d'antan et adopter une nouvelle vision. Pour la communauté internationale, cela devrait être évident ; pour les Israéliens et, dans une moindre mesure, les Palestiniens, l'idée est révolutionnaire, menaçante et extrêmement douloureuse. En Israël et dans les territoires occupés, le plus grand danger est la routine.

L'égalité. Des droits égaux de la rivière à la mer. Une personne, un vote. Une notion si élémentaire et pourtant si révolutionnaire. Cette voie exige une rupture avec le sionisme et le rejet de la suprématie juive, ainsi que l'abandon de tout ce par quoi les deux peuples se définissent – mais elle représente la seule lueur d'espoir.

En Israël, il y a quelques années encore, cette idée était considérée comme subversive, déloyale et illégitime. Elle est toujours considérée comme telle, mais avec un peu moins de force. Elle peut désormais être citée. Il reste maintenant aux sociétés civiles



occidentales, puis aux responsables politiques, à adopter ce changement. La plupart savent déjà que c'est la seule solution qui reste, mais ont peur de l'admettre de peur de perdre la formule magique pour une occupation israélienne continue que constitue la solution à deux États, désormais morte.

Le présent est profondément décourageant, l'avenir ne l'est pas moins. Et pourtant, il est on ne peut plus important de persister à penser que l'on peut encore espérer quelque chose, que l'on peut encore agir. La pire chose qui puisse arriver dans cette par-

tie du monde serait que tout le monde se désintéresse de ce qui s'y passe et se résigne à la réalité actuelle. Cela ne doit pas arriver.

BIO-EXPRESS

****Gideon Levy est un chroniqueur et membre du comité de rédaction du journal Haaretz. Il a rejoint Haaretz en 1982 et a passé quatre ans comme vice-rédacteur en chef du journal. Il a obtenu le prix Euro-Med Journalist en 2008, le prix Leipzig Freedom en 2001, le prix Israeli Journalists' Union en 1997 et le prix de l'Association of Human Rights in Israel en

1996. Son dernier livre, *The Punishment of Gaza*, a été publié par Verso en 2010. Gideon Levy est connu en grande partie pour s'être élevé dans des médias israéliens pour dénoncer la politique israélienne à propos de Gaza et de la Cisjordanie. Il critique aussi les médias et la société israélienne, selon lui insensibles au sort des habitants des Territoires occupés. Il tient dans Haaretz une chronique hebdomadaire sur des activités de l'armée israélienne sous le titre de « Twilight Zone », soit « zone grise ». Levy se définit comme un patriote israélien. En tant que journaliste, le quotidien Haaretz l'a envoyé en mission à Sarajevo pendant la guerre des Balkans. En 2015, il reçoit le prix Olof Palme avec le Palestinien Mitri Raheb. Gideon Levy a souvent adopté une position critique à l'égard du gouvernement de son pays. C'est pour cette raison qu'il est, d'après Ben-Dror Yemini, directeur éditorial du journal Maariv, « sans doute le plus célèbre et le plus invité des journalistes israéliens ».

En Israël, il est régulièrement et violemment critiqué par des opposants qui l'accusent de soutenir les Palestiniens. En 2008, Arutz Sheva a signalé quelques extraits de son article "Caterpillar fashion" comme "anti-israéliens". Quelques personnalités comme l'écrivain Avraham Yehoshua, le journaliste Roni Daniel, ou la romancière Irit Dinur ont décidé d'annuler leurs abonnements à Haaretz après des tribunes publiées par Levy, dénoncées comme « malhonnêtes » par ces derniers. Durant la guerre de l'été 2014 contre Gaza, l'animosité de l'opinion publique israélienne à son égard avait contraint son employeur à lui adjoindre un garde du corps.

(Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale de « l'Express ».)



POURQUOI LE CHANGEMENT DE POSITION DU PM ESPAGNOL EST DÛ AU CHANTAGE MAROCAIN

Sahara occidental, le dossier qui peut faire chuter Pedro Sanchez

Le "chantage réel et permanent" auquel se livre le régime marocain contre l'Espagne est la seule explication au revirement du Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, concernant la question du Sahara occidental, a indiqué, samedi, le représentant de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Europe et auprès de l'Union européenne (UE), Oubi Bouchraya Bachir.

Dans une interview accordée à la revue Politis éditée par le quotidien national El-Moudjahid, le diplomate sahraoui a indiqué que le changement de position du Premier ministre espagnol qui "demeure incompréhensible jusqu'à ce jour en Espagne, s'explique pourtant très facilement quand on aborde la question sous l'angle du chantage réel et permanent auquel se livre le régime marocain contre l'Espagne".

"Quand on examine les relations entre l'Espagne et le Maroc, sous l'angle du chantage réel et permanent auquel se livre le régime marocain contre l'Espagne, la réponse devient non seulement claire, mais évidente", a expliqué M. Bouchraya, faisant observer que "cette nouvelle position de Sanchez" est le prix exigé par le Palais royal du Maroc pour rétablir les relations entre les deux pays, considérablement détériorées depuis l'été 2021".

"Paradoxalement, la trahison de Sanchez a rendu un grand service à la cause sahraouie en Espagne, en la hissant dans l'ordre des priorités politiques espagnoles, en créant le consensus au sein de la classe politique autour du soutien et de la solidarité avec le peuple sahraoui", a-t-il, néanmoins, expliqué.

"La diplomatie sahraouie observe ces changements positifs et les accompagne afin de défendre au mieux notre combat de libération dans ce pays.

C'est le côté positif de cette imprévisible volte-face qui, loin d'être un motif de découragement, anime notre diplomatie



et renforce le mouvement solidaire", a-t-il ajouté. D'autre part, le diplomate a fait observer que "l'Espagne qui a trahi le peuple sahraoui et les Nations Unies en 1975 en se retirant du territoire (sahraoui) et sans organiser le référendum d'autodétermination comme promis, n'a plus aucune marge d'erreur, de compromis ou de manœuvre, car elle a une responsabilité historique, politique, morale et juridique en tant que puissance administrante du territoire, de jure, encore aujourd'hui". Concernant la position

américaine au sujet de la question sahraouie, M. Oubi Bouchraya a estimé que l'administration Biden a adopté une approche complètement différente de celle de Donald Trump qui, en décembre 2020, avait annoncé reconnaître la prétendue souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en contradiction avec le Droit international et la position traditionnelle de son pays.

"Avec l'avènement de l'administration Biden, une approche contredisant celle de Trump a été initiée, adoptant des

positions qui donnent, au fond, l'impression de l'existence d'une volonté de contourner la parenthèse ouverte par l'ex-président.

Au cours de cette année et de l'année dernière, des positions respectables sur le conflit ont été exprimées, tant par le Secrétariat d'Etat et le Pentagone que par le Congrès et le Sénat, qui, nous l'espérons, conduiront à un rétablissement de l'équilibre en annulant officiellement la déclaration de Trump", a souligné M. Bouchraya. **I.M.**

MALI

257 Casques bleus tués au Mali depuis 2013

Pas moins de 257 casques bleus ont été tués au Mali de 2013 à nos jours, a indiqué samedi soir El-Ghassim Wane, le Chef de la Mission Multidimensionnelle pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA). "Ce qui fait d'elle (la MINUSMA) la mission de maintien de la paix la plus dangereuse" a-t-il annoncé à l'occasion d'une cérémonie d'hommage rendu aux casques bleus en prélude à la journée internationale des casques bleus sous la bannière de l'ONU prévue le 29 mai courant. "La MINUSMA a le malheureux privilège d'être la plus dangereuse des opérations de maintien de la paix que les Nations unies conduisent en différentes parties du globe" a déclaré El-Ghassim Wane affirmant que "depuis son déploiement au Mali, il y a un peu moins d'une décennie, la Mission a perdu 257 casques bleus venus tous au Mali sans autre ambition que celle d'apporter leur pierre à l'édifice de la paix". "Nous portons en nous leur mémoire et leur sens du devoir continue de nous inspirer dans la conduite de la tâche difficile, complexe, mais aussi exaltante qui est la nôtre", poursuit-il. "Ils nous rappellent, de façon poignante, le pacte qui nous lie à ces héros qui nous ont quitté prématurément, à savoir la poursuite déterminée de l'œuvre commencée ensemble. Nous avons l'obligation de continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que leurs sacrifices ne soient pas vains. C'est là le plus grand hommage que nous pouvons leur rendre", a-t-il dit. Le Chef de la MINUSMA a précisé, "c'est ici pour moi l'occasion de redire mon

appréciation à nos personnels civils et en uniforme pour le travail qu'ils abattent au quotidien dans un environnement opérationnel qui n'a rien de facile. Leur action ne reçoit pas toujours l'écho qu'il mérite et cela se comprend eu égard à l'ampleur des défis qui restent à surmonter mais il n'en reste pas moins

éminemment positif et concret". En outre, neuf (9) casques bleus de la MINUSMA ont été blessés, samedi dans l'explosion d'un engin artisanal au Sud-ouest d'Aguelhok dans la région de Kidal, dans le nord du Mali, a annoncé la Mission onusienne. "Un véhicule d'un convoi logistique de la Force de la

MINUSMA a heurté une mine au Sud-ouest d'Aguelhok. Neuf Casques bleus ont été blessés, puis évacués pour soins médicaux. La MINUSMA condamne cette attaque et leur souhaite un complet rétablissement", a déclaré la même source.

I.M./APS

LIBYE

L'embargo sur les armes de l'ONU « toujours inefficace »

Les armes sont le principal motif de la violence fratricide en Libye, et tant que les frères-ennemis trouvent des armes à portée de main, la paix n'est pas pour demain. L'Occident en porte un part importante de responsabilité.

Aussi, l'embargo sur les armes décrété en 2011 pour la Libye par l'ONU, «est toujours inefficace», affirme un rapport annuel des experts onusiens chargés de son contrôle et remis récemment au Conseil de sécurité. Des États membres continuent de le «violier en toute impunité» en acheminant des armes en Libye, affirme un résumé de ce document obtenu vendredi par l'AFP, qui confirme aussi que «la majeure partie du territoire libyen est toujours contrôlée par des groupes armés». «La présence continue de combattants tchadiens, soudanais et syriens et de sociétés militaires privées dans le pays constitue toujours une mena-



ce sérieuse pour la sécurité de la Libye et de la région», estiment aussi les experts. Selon le quotidien britannique The Guardian qui a eu accès à l'ensemble du rapport, les experts ciblent à nouveau dans leur

document les mercenaires du groupe privé russe Wagner, réputé proche du pouvoir russe, en les accusant d'avoir posé des mines dans des zones civiles en Libye sans avoir répertorié leurs emplacements.

Dans leur résumé du rapport, les experts dénoncent par ailleurs des violations sérieuses du droit humanitaire international «à une large échelle et en toute impunité». «En particulier, sept groupes armés libyens ont eu un recours systématique à des détentions arbitraires et illégales contre des opposants présumés», précisent-ils. Les spécialistes de l'ONU disent par ailleurs avoir recensé des cas de piratage maritime contre des navires marchands. Après plus d'une décennie de chaos consécutif à la chute en 2011 de Mouammar Kadhafi, la Libye, minée par les divisions entre institutions concurrentes dans l'Est et l'Ouest, compte depuis début mars deux gouvernements rivaux, comme entre 2014 et 2021, alors en pleine guerre civile. Aucune solution à cette crise politique n'est en vue jusqu'à présent.

I.M./avec Le Figaro

FOOTBALL / LIGUE 1 ALGÉRIENNE

La JSK toujours à la 2^e place

La JS Kabylie, comme au temps du "Jumbo-Jet", est venue dominer le MC Alger chez lui, en remportant une belle victoire (2-0), avant-hier, pour le compte de la 32e journée, se maintenant par la même occasion au contact du leader, le CR Belouizdad, qui, de son côté, a également fait le job, en remportant une importante victoire en déplacement la veille contre le RC Relizane (8-0).

Les Canaris ont effectué le déplacement au stade Omar-Hamadi en conquérants, et ont réussi à ouvrir la marque dès la 25^e minute de jeu, par l'intermédiaire de Gatal (0-1). Après la pause, les Vert et Rouge sont revenus avec de meilleures intentions, malgré l'absence du public en raison du huis clos. Leurs efforts ont fini par être récompensés à la 65^e minute de jeu, avec l'obtention d'un pénalty, mais bien que considéré comme le buteur-maison du Doyen, l'attaquant Samy Frioui a échoué dans sa transformation, privant ainsi son équipe d'une égalisation, qui aurait pu changer complètement la donne.

Un ratage lourd de conséquences, car c'est finalement la JSK qui a réussi à doubler la mise en toute fin de match (2-0). C'était par l'intermédiaire du jeune Massinissa Nezla, dont le superbe tir des 25 mètres est allé se loger en pleine lucarne.

A la faveur de ce précieux succès, la JS Kabylie revient à quatre longueurs du leader le CR Belouizdad et conforte un peu plus sa deuxième place synonyme de participation à la Ligue des champions la saison prochaine.

Le bal de cette 32e journée s'était ouvert vendredi, avec le déroulement de six rencontres, dont celle de l'actuel leader, le CR Belouizdad, qui avait atomisé le RC Relizane (8-0), au



moment où le RC Arbaâ avait admirablement bien vendangé dans les malheurs du NA Hussein-Dey, chez lequel il est allé remporter sur une courte mais précieuse victoire (1-0), grâce à laquelle il assure définitivement son maintien en Ligue 1.

De son côté, le CRB en cas de victoire lors de la prochaine journée, sera officiellement déclaré champion d'Algérie, et ce, pour la troisième fois consécutive.

Dans la lutte pour le maintien le HBCL est allé grignoter un point chez le CS Constantine (3-3), alors que NCM et le MCO se sont neutralisés (0-0) dans le duel

direct qui les a opposés au stade communal de Magra. En ce qui concerne l'Olympique de Médéa, c'est le cas de dire que l'espoir du maintien s'est considérablement aminci ce week-end, après le nul concédé à domicile contre l'US Biskra (1-1).

Un faux pas lourd de conséquences, car l'OM semble avoir déjà mis un pied et demi en Ligue 2 amateur, et un éventuel sauvetage de sa part relèverait désormais du miracle.

Pour sa part, l'USM Alger a enchaîné une quatrième victoire consécutive, en allant s'imposer (1-0) chez le voisin Paradou AC,

qu'il avait déjà dominé (2-1) à l'aller, et se hisse par la même occasion à la quatrième place du classement général, avec désormais 51 unités et un match en retard, alors que son adversaire du jour, auquel les derbies algérois n'ont pas du tout réussi cette saison, glisse au cinquième rang (50 pts).

Les péripéties de cette 32e journée se clôtureront dimanche, avec le déroulement des deux dernières rencontres inscrites à son programme, à savoir : WA Tlemcen - ASO Chlef et ES Sétif - JS Saoura. **Aymen D.**

LIVERPOOL

MOHAMED SALAH REMPORTE LE PRIX DU BUT DE LA SAISON EN PREMIER LEAGUE

Dauphin de Manchester City en Premier League et vaincu par le Real Madrid en finale de la Ligue des Champions, Mohamed Salah (29 ans) pourra malgré tout se consoler avec une nouvelle récompense individuelle. Auteur d'un superbe rush solitaire contre Manchester City en octobre dernier (2-2), l'Égyptien a été récompensé par la Premier League.

Désigné plus beau but de la saison, Salah a ainsi devancé Miguel Almiron, Danny Ings, Mateo Kovacic, Alexandre Lacazette, Rodri, Cristiano Ronaldo, Heung-min Son, Andros Townsend ou encore Wilfried Zaha pour décrocher la distinction. Un maigre lot de consolation pour celui qui visait un deuxième sacre en C1. **A.D.**

REAL MADRID

KARIM BENZEMA, UN BALLON D'OR QUI LUI TEND LES BRAS

Grâce à sa victoire en Ligue des Champions ce samedi et son incroyable saison avec le Real Madrid, Karim Benzema est de plus en plus proche de soulever le Ballon d'Or. Le Français semble être le grand favori pour le trophée qui sera remis en octobre prochain.

Une finale qu'il attendait forcément. Après avoir remporté la Supercoupe d'Espagne et la Liga avec le Real Madrid un peu plus tôt dans la saison, Karim Benzema avait l'occasion de boucler de la meilleure des manières sa saison 2021-2022 samedi soir en soulevant la Ligue des Champions.

Pour ce faire, il fallait battre Liverpool au Stade de France et c'est ce que l'attaquant français a fait avec ses partenaires (succès 1-0). Pas décisif mais important dans le jeu avec notamment beaucoup de décrochages et d'appels pour libérer les espaces, KB9 a aidé ses coéquipiers et a donc pu soulever la coupe aux grandes oreilles.

A.D.

UEFA LIGUE DES CHAMPIONS

Le Real Madrid remporte la finale face à Liverpool

Après les incidents qui se sont décalés, avant-hier soir, en marge du stade de France et le concert exceptionnel de Camilla Cabello, c'est finalement le Real Madrid qui remporte la finale de la Ligue des champions face à Liverpool.

Des nombreuses émeutes et incidents ont éclaté en marge du stade de France à Saint Denis, avant le début de la finale de la Ligue des champions car des personnes sans billet ont pu accéder au stade alors que d'autres n'ont pas pu pénétrer dans l'enceinte. Cela a causé un retardement du coup de sifflet qui était programmé à 20h 30 minutes et après que tout était revenu en ordre, le petit show de la chanteuse cubaine Camilla Cabello avait commencé et dans peu de temps c'est le coup d'envoi qui était donné par



M. Clément Turpin, jeune arbitre français.

En début de la première période les Reds de Liverpool étaient les plus entreprenants et les plus forts dans ce match. Ils ont dominé. Salah s'est présenté plusieurs fois devant un Courtois incroyable et Mané qui, lui,

a touché le poteau après une frappe de droite déviée par le portier belge. Le Real ne relevait la tête qu'en fin de période quand Benzema voyait son but invalidé par le VAR pour une position de hors jeu. En deuxième période, les Madrilènes ne se sont pas contentés de résis-



ter derrière mais ils ont eux aussi réussi à faire quelques attaques et la plus importante était à la 58e minute lorsque Vinícius Júnior a repris victorieusement un centre venu de Valverde. Après ce but, les Reds ont décidé de réagir. Ils se sont rués à l'attaque, mais n'ont rien

pu faire face à Courtois, incontestable homme du match en repoussant une frappe de Salah et enfin c'est le Real Madrid qui remporte la 14e Ligue des champions de son histoire, avec un Karim Benzema buteur de la compétition avec 15 buts.

K.S.

CANNES 2022

Un palmarès brouillon pour clore une compétition officielle ouverte sur les maux du monde

Refuge dans le passé, amours empêchés et métaphores autour de la création artistique sont trois grands thèmes qui ont traversé les films présentés sur la Croisette. Comme pour mieux dresser le tableau d'une époque empreinte d'une grande inquiétude.

Après dix jours de projections et 21 films examinés sous toutes les coutures, le jury du 75e Festival de Cannes, présidé par Vincent Lindon et réuni sous l'arche du Grand Théâtre Lumière pour la traditionnelle cérémonie de clôture, a remis une copie particulièrement brouillonne, plus encline à la défense des grandes causes et des sujets massifs qu'à celle des grands films. Symptomatique, la Palme d'or revient cette année, et pour la deuxième fois après *The Square* (2017), au Suédois Ruben Östlund pour *Triangle of Sadness* (Sans Filtre, en français), une farce sardonique vomissant l'époque contemporaine. Le réalisateur propulse sur un yacht de luxe un échantillon d'ultrariches bouffis et botoxés, pour une croisière secouée par la tempête et culminant dans un carnaval de déjections. Après avoir réglé leur compte à ces spécimens

d'un néo-capitalisme gavé, Östlund orchestre, en guise d'anti-thèse, la mutinerie d'une femme de ménage, exerçant sur les passagers une dictature du prolétariat guère plus enviable. Le cynisme règne donc à tous les étages et c'est bien lui, ce soir, qui se retrouve primé.

La suite du palmarès zigzague entre des œuvres bigarrées, à l'image d'un Grand Prix partagé ex æquo entre *Close*, de Lukas Dhont, et *Des étoiles à midi*, de Claire Denis. Dans le premier, le jeune réalisateur belge de 31 ans filme l'amitié fusionnelle de deux garçons, à grands coups de travellings champêtres et d'élan de naturel, avant que tout ne se brise tragiquement sur le regard normatif de leurs camarades de classe. Après la révélation de *Girl*, distingué par la Caméra d'or en 2018, Dhont poursuit son examen sur la fabrique sociale du genre et le décloisonnement d'une mascu-



linité rigide. Claire Denis, quant à elle, se transporte dans un Nicaragua au bord de la guerre civile, pour dépeindre la pas-

sion chancelante de deux étrangers, sur fond d'espionnage industriel. Curieusement déphasée, cette fiction sur le désir expatrié ne trouve jamais à s'incarner.

Le Prix d'interprétation féminine revient à l'actrice Zar Amir Ebrahimi, Iranienne réfugiée en France, pour son rôle dans *Les Nuits de Mashhad*, d'Ali Abbasi, celui d'une journaliste dans l'Iran des années 2000, assez coriace pour enquêter sur un tueur de prostituées fondamentaliste. Côté masculin, c'est le formidable acteur sud-coréen Song Kang-ho, vu notamment

dans *Parasite* (2019), qui se voit récompensé pour son rôle de trafiquant de bébé dans *Les Bonnes étoiles*, le dernier film du Japonais Hirokazu Kore-eda, tourné en Corée du Sud. A ce récit plein de bons sentiments, le comédien apporte sa touche de truculence, d'extravagance, d'émotions ciselées. Son compatriote, le cinéaste Park Chan-wook, a reçu un Prix de la mise en scène sans grande surprise pour *Decision to Leave*, un polar jouant avec brio des acquis hitchcockiens sous forme d'un exercice de style un peu vain.

CANNES 2022

LE MEILLEUR SCÉNARIO AU FILM PALESTINIEN «MEDITERRANEAN FEVER»

Le prix «Un Certain Regard», la principale section parallèle du 75e Festival de Cannes, centrée sur le «cinéma d'auteur et de découverte», est allé vendredi au film français «Les Pires» de Lise Akoka et Romane Gueret, alors que le meilleur scénario est allé au film palestinien «Mediterranean Fever» de Maha Haj. Le film choisi par le jury présidé par Valeria Golino raconte un casting sauvage dans une cité de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Le premier film pakistanais présenté à Cannes, «Joyland» de Saim Sadiq, repart avec le prix du jury. Le prix de la mise en scène est allé au Roumain Alexandru Belc pour «Metronom». Deux interprètes se partagent le prix de la meilleure performance: la Luxembourgeoise Vicky Krieps pour son rôle de l'impératrice Sissi dans «Corsage» et Adam Bessa. «Rodéo», premier long-métrage de la Française Lola Quivoron, est reparti avec un lot de consolation: le «coup de coeur du jury». R. C.

«TOP GUN : MAVERICK»

À peine sorti aux États-Unis, le film avec Tom Cruise bat déjà un record

Après un très bon démarrage dans les salles obscures françaises, «Top Gun : Maverick» sort ce vendredi 27 mai 2022 aux États-Unis. Mais même avant sa sortie, le nouvel opus, 36 ans après le premier, a déjà battu un record outre-Atlantique. Jamais un film n'avait été programmé simultanément sur 4 732 écrans. Sorti dans les salles obscures françaises mercredi 25 mai dernier, *Top Gun : Maverick* a signé le deuxième démarrage de l'année au niveau national. Il a cumulé près de 321.000 entrées, avant-premières comprises, comme le rapporte *Le Parisien*. Le nouveau volet du long-métrage, mettant une nouvelle fois en scène Tom Cruise, n'a pas fait mieux que *Doctor Strange in*



the *Multiverse of Madness*. Le jour de sa sortie, le 4 mai 2022, le Marvel a rassemblé plus de 335 000 spectateurs. Mais comme l'avance Allociné, *Top Gun : Maverick* battait déjà un record aux États-Unis... alors qu'il

n'était pas encore sorti sur les écrans américains. En effet, le film d'action doit sortir ce vendredi 27 mai 2022 outre-Atlantique. Et il est déjà prévu simultanément sur 4 732 écrans dans les salles américaines. Un

record. On retrouve Tom Cruise dans le rôle de l'intrépide capitaine alors qu'il est maintenant pilote d'essai d'avions-prototypes. On ne perd pas de temps à le rejoindre dans les airs et notre souffle est coupé. La qualité des scènes de vol est exceptionnelle. On y reviendra, car on ordonne rapidement à *Maverick* de retourner à l'académie *Top Gun*, à Miramar. Son vieil ami Iceman (Val Kilmer), maintenant amiral, a réquisitionné ses services pour une mission quasi impossible - une spécialité de M. Cruise.

VERS UN RECORD AU BOX-OFFICE ?

Le nouvel opus, 36 ans après le premier, dépasse ainsi le remake

du *Roi Lion* de Disney, qui avait été projeté sur 4 725 écrans à sa sortie. À titre de comparaison, *Doctor Strange in the Multiverse of Madness* avait été programmé dans 4 534 salles et *Spider-Man : No way home* sur 4 336 écrans. En France, le nouveau film signé Joseph Kosinski est à l'affiche de 803 cinémas. *Top Gun : Maverick* pourrait-il signer le nouveau record au box-office de la carrière du célèbre Tom Cruise ? Il faudra encore attendre quelques semaines pour répondre à cette question. Mais selon des estimations, relayées par Allociné, le long-métrage pourrait réaliser 92 millions de dollars pour son premier week-end dans les salles de cinéma américaines.

R. C.

JOURNÉES DU THÉÂTRE MÉDITERRANÉEN À ORAN DU 29 JUIN AU 5 JUILLET Participation de six pays du bassin

Les premières Journées du théâtre méditerranéen se tiendront au Théâtre régional d'Oran Abdelkader-Alloula, du 29 juin au 5 juillet prochain, avec la participation de troupes en provenance de six pays du bassin. Outre l'Algérie, représentée par le TRO, avec Maâroud

le'hwa, de Mohamed Bakhti, et le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi, avec GPS, de Mohamed Cherchel, des troupes de Tunisie, d'Italie, d'Égypte, de France et d'Espagne prendront part à cette manifestation qui coïncide avec la tenue des jeux Méditerranéens d'Oran-2022.

À côté des spectacles, des ateliers de formation au profit des troupes locales de théâtre amateur et des étudiants en art dramatique, ainsi que des troupes qui vont animer les Journées du théâtre de rue, sont prévus dans les domaines de la mise en scène et de la scénographie, en plus de leur

offrir un espace d'échange d'expérience avec les participants étrangers. Quelques jours avant la tenue des Journées du théâtre méditerranéen, le TRO prévoit également des Journées de théâtre de rue, du 25 au 27 juin, avec 30 spectacles sur les places publiques.

D. M.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Direction des Services Agricoles de la Wilaya de Sétif

N° d'Identification Fiscale 411014000019001

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 01/2022

La Direction des Services Agricoles de la wilaya de Sétif lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimale pour la réalisation du programme national du développement de l'arboriculture fruitière rustique au titre de l'exercice 2021 au profit de la wilaya de Sétif, sur le fonds national de développement rural « ligne 2 » pour l'approvisionnement des adhérents au programme de plants rustiques suivant les lots :

Lots	Communes	Amandier (Plant)	Figuier (Plant)
01	Beni Ourtilane-Bouandas-Hammam Guergour-Bougaa	23 500	9 100
02	Ain Abessa-Beni Fouda-Beni Aziz-Ain el Kebira-Amouchas	18 800	9 700
03	Ain Azel-Salah Bey-Ain Oulmène-Guedjel	16 700	4 500
04	Ain Arnat-El Eulma-Bir el Arch-Hammam Sokhna-Ain Lahdjar	11 000	1 700

Les pépiniéristes arboricoles agréés et/ou les entreprises productrices de plantations arboricoles intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges de la direction des services agricoles de la wilaya de Sétif sise à la cité Ain Tebinct Sétif.

Les offres doivent être accompagnées des pièces administratives, fiscales et parafiscales suivantes (détaillées en cahier des charges):

A- Le dossier de candidature:

- 1) Déclaration de candidature; 2) Déclaration de probité; 3) Registre de commerce électronique; 4) Statut de l'entreprise; 5) Copie du certificat du dépôt légal des comptes sociaux (année 2020); 6) Documents relatifs à la délégation; 7) Copies des bilans financiers des années 2019-2020-2021; 8) Moyens humains justifiés par diplômes pour les cadres et attestation de mise à jour CNAS; 9) Moyens matériels justifiés par copie conforme de carte grise et attestation d'assurance valide; 10) Attestation phytosanitaire des plants; 11) Attestation de contrôle des plants délivrée par le CNCC.

B- L'offre technique:

- 1) Déclaration à souscrire; 2) Le cahier des charges; 3) Casier judiciaire; 4) Extrait de rôle; 5) NIF;
- 6) CNAS- CASNOS; 7) Note technique justificative

C- L'offre financière:

- 1) Lettre de soumission; 2) Bordereau des prix unitaires; 3) Détail quantitatif et estimatif.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être mis dans des enveloppes séparées, portant les mentions "dossier de candidature" "offre technique" et "offre financière", les trois enveloppes doivent être mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention:

À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Appel d'offres n°01/2022
Plantation des arbres fruitiers rustiques

- La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à partir de la première parution du présent avis aux quotidiens nationaux ou le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public.

- Le dépôt des offres aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres de 8 h à 14 h, au siège de la Direction des services agricoles de la wilaya de Sétif, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

- Les soumissionnaires sont invités à assister à l'opération d'ouverture des plis qui se déroulera le jour de dépôt des offres à 14 h 00, au siège de la direction des services agricoles dans une séance publique.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant trois (03) mois plus (+) la durée de préparation des offres, à compter de la date d'ouverture des plis.



L'EXPRESSDZ
Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook :



À VENDRE

Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait

Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271



ETATS-UNIS

Entre déni et culte des armes, les républicains face à la tuerie d'Uvalde

La convention annuelle de la NRA, le principal lobby des armes américain, s'est ouverte, vendredi 27 mai, à Houston, à 450 kilomètres d'Uvalde, où un adolescent de 18 ans a tué dix-neuf enfants et deux enseignants, dans une école primaire, mardi 24 mai. L'ancien président Donald Trump y a de nouveau défendu le deuxième amendement.

Par Piotr Smolar

Si proches du drame, si peu concernés. Des milliers de personnes ont afflué à Houston (Texas), vendredi 27 mai, à l'occasion de la convention annuelle de la National Rifle Association (NRA), le principal lobby des armes américain. Trois jours après la tuerie dans l'école primaire d'Uvalde, à 450 kilomètres de là, une forme de gravité s'est imposée aux participants, sans infléchir leurs convictions d'un cran. Ils ont célébré leur talisman, le deuxième amendement controversé de la Constitution, protégeant le droit d'être armé.

Prévu sur trois jours, le programme de l'événement est dense : un dîner des chasseurs, un séminaire de droit, un forum de femmes engagées, un vaste salon d'exposition avec pistolets, fusils d'assaut et de chasse dernier cri. Et puis, des invités de marque, à commencer par l'ancien président Donald Trump, un habitué de cette estrade.

A la tribune, vendredi, la minute de silence à la mémoire des vic-

times d'Uvalde a duré dix secondes. Soit un bref intermède entre les plaidoyers pro domo. Wayne LaPierre, le président de la NRA, a qualifié l'auteur de la tuerie de « monstre criminel ». Il a parlé d'une justice trop laxiste, d'un système de santé mentale cassé, de la protection insuffisante des écoles, mais rejeté toute remise en cause du « droit humain fondamental » de tout citoyen à se protéger.

En fin d'après-midi, Donald Trump a pris la parole. Il a commencé par égrener les noms de ces « belles personnes » qu'étaient les victimes de l'école Robb, chacun suivi d'un gong retentissant, absolument surréaliste, avant de se féliciter de ce moment de silence, qui n'en était pas un. Redoublant d'adjectifs pour dénoncer l'auteur de la tuerie à Uvalde, « condamné à brûler éternellement dans les feux de l'enfer », Donald Trump a répété les recettes éculées du mouvement pro-armes : plus de détecteurs de métaux, plus de gardes et de policiers armés dans les écoles. Plus de



formation dans les services de sécurité pour faire face à des tireurs en action. Plus de soins psychiatriques.

Aucune limitation au second amendement. Dans un renversement rhétorique, l'ex-président a accusé les démocrates de pousser « un agenda politique d'extrême gauche », ajoutant : « Les Etats-Unis ont 40 milliards de dollars [37,2 milliards d'euros] à envoyer en Ukraine, on doit pouvoir faire ce qui est nécessaire pour protéger nos enfants. »

LECTURE DOCTRINAIRE DU DEUXIEME AMENDEMENT

A l'extérieur du bâtiment où se tenait la convention, des centaines de manifestants en colère dénonçaient le lobby des armes. La tuerie d'Uvalde, dans laquelle Salvador Ramos, 18 ans, a assassiné dix-neuf enfants et deux adultes, rappelle les responsabilités des industriels du secteur et de leur principal promoteur, la NRA.

Organisation puissante, malgré une influence en déclin, soutenant des candidats républicains

(près de 29 millions de dollars en 2020), elle n'a pas envisagé d'annuler son rassemblement. Confrontée à de nombreuses plaintes en justice et à la concurrence d'associations pro-armes plus radicales encore, la NRA ne veut pas projeter un sentiment de vulnérabilité. Elle refuse donc de discuter d'une interdiction des armes de guerre, comme les fusils automatiques, au nom d'une lecture doctrinaire du deuxième amendement.

Le Monde

Forte hausse des saisies et confiscations d'avoirs criminels en France

Par Isabelle Couet

L'agence sous tutelle des ministères de la Justice et du Budget en charge du recouvrement des biens pris à des criminels a connu une activité record en 2021, selon son rapport d'activité qui vient d'être publié.

Les saisies d'actifs numériques ont triplé par rapport à 2020. Un ministre au volant d'un bolide tout droit sorti d'un film de gangsters. Cette scène cocasse, qui s'est déroulée en novembre à Bercy, a ouvert une belle publicité à l'Agence de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc), chargée de frapper au portefeuille les trafiquants de drogue, proxénètes, fraudeurs fiscaux

et autres criminels. Pour fêter ses dix ans, l'Agrasc organisait une vente aux enchères exceptionnelle de biens saisis lors des enquêtes judiciaires. L'Agence, qui dépend des ministères de la Justice et du Budget, a connu une année 2021 record. Selon le rapport d'activité, qui vient d'être publié, les recouvrements nets se sont élevés à 468 millions d'euros, ce qui correspond à un total de 484 millions d'euros d'actifs saisis l'an dernier, en hausse de 200 millions sur un an. Mieux, les confiscations - autrement dit les saisies confirmées par un jugement - se sont établies à 150 millions d'euros, presque le double du montant de 2020.

VENTE DE CRYPTOMONNAIES

« L'importance des encaissements tient pour l'essentiel au grand nombre d'affaires économiques et financières ayant entraîné des saisies de comptes bancaires pour des montants exceptionnels », précise le rapport. Il cite deux affaires du Parquet national financier, qui ont totalisé 45 millions d'euros, une au tribunal judiciaire de Toulon de 13 millions ou une escroquerie aux tests antigéniques instruite au tribunal judiciaire de Paris pour 10,5 millions. Plus inédit encore, un dossier de cybercriminalité a débouché sur la première vente aux enchères de cryptomonnaies (avant jugement) pour 23

millions d'euros. Les saisies d'actifs numériques ont d'ailleurs triplé entre 2020 et 2021, avec environ 60 opérations. Les sommes cumulées depuis 2013 et gérées par l'agence se montent à 48,5 millions d'euros, pour une trentaine d'actifs numériques différents.

« L'année 2021 a été l'occasion de constater l'ineffectivité des praticiens qui ont saisi des créances entre les mains de sociétés, des pensions de retraite, du produit de ventes immobilières, notamment entre les mains des notaires, de tickets-restaurants, loto, de cautionnement et pour la première fois une saisie de créance salariale », vante le rapport. **Les Echos**

CRISE DU LAIT EN TUNISIE

56% des agriculteurs ont dû vendre une partie de leur troupeau pour survivre

Par Mohamed Ben Abderrazek

Une enquête récente de l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE) intitulée « l'impact du conflit russo-ukrainien sur le secteur de la production laitière en Tunisie » indique que la guerre en Ukraine a entraîné une perturbation majeure des chaînes d'approvisionnement et une hausse des prix de l'énergie et des céréales, qui ont touché de nombreux secteurs, dont le plus important est le secteur agricole.

L'IACE expose, par ailleurs, la situation du secteur laitier en Tunisie suite à l'avènement de ce nouveau contexte particulier lié au conflit en Ukraine, les problématiques liées au cycle d'exploitation de la filière et les difficultés d'approvisionnement. Sous ce même angle, l'Institut, en coopération avec l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche, a mené une enquête sur l'impact du conflit russo-ukrainien sur le secteur agricole auprès d'un certain nombre d'éleveurs dans de

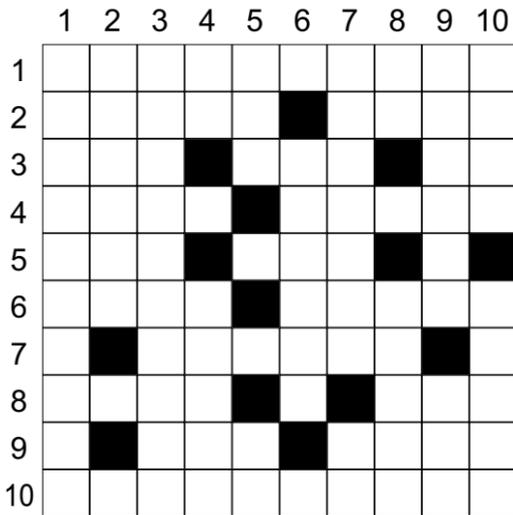
nombreuses régions tunisiennes. La situation du secteur laitier et les résultats de l'enquête ont été exposés par le think tank tunisien. Concernant la pénurie de lait sur le marché, on note que 90% des agriculteurs s'attendent à une pénurie de lait sur les marchés au cours de la période à venir, 20% parmi eux estiment que cette pénurie sera enregistrée en juillet 2022 (la période de l'Aïd al-Adha), 60% en septembre, et 20% à la fin de l'année.

Les propositions pour contrer les prix élevés des aliments composés et bruts et développer un système laitier s'articulent essentiellement autour de l'accélération de l'application de la dynamique des prix et l'approbation d'une augmentation de 460 millilitres du prix du lait à la production afin de maintenir le dispositif de production et d'installer des éleveurs dans les zones d'activité outre la subvention des aliments composés et le suivi de leur qualité et de leurs prix.

Les recommandations portent aussi sur l'augmentation de la subvention du transport du fourrage des zones de production vers les états du centre et du sud, l'activation de la charte de partenariat entre la profession et l'Etat pour faire avancer la filière laitière et des comités techniques paritaires pour surveiller la qualité des aliments et publier les résultats des analyses effectuées par Laboratoire d'alimentation.

T. N.

Mots Croisés



Horizontalement

- 1- Cosmonaute. 2- Danger - Espèce d'arriviste. 3- Bugle - Grugés - Cité antique.
- 4- Champignon - Pas bu une goutte.
- 5- Canton suisse - Lettre grecque.
- 6- A été aimée de Zeus - Pourris. 7- Prénom de Lupin. 8- Fleuve d'Irlande - Réfute.
- 9- Explosif - Mesure une distance.
- 10- Longent les étangs.

Verticalement

- 1- Il élève dard-dard. 2- Rigide.
- 3- Agités. 4- Pouffé - On s'y battait.
- 5- Encouragement - Lettres de Tlemcen.
- 6- Vieille. 7- Ville d'Egypte - Personnel.
- 8- Commence un compte - Attraper.
- 9- Plat au four - Entourée d'eau.
- 10- Fleuve d'Espagne - Transpirations.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Appendicite
Appandicite
Appendicite
Appendissite

Analfabète
Analphabetè
Annalphabète
Analphabetè

Gangrener
Gongrener
Ganggrainer
Gangrener

Hipermétrope
Hyppermétrope
Hypermetrope
Hypermétrope

Les mots fléchés

JOIE EXTRÊME ORIENTER	PIÈCE SOUS TOIT NOMADES	PÂTE DE VITRIER	DÉTESTER REFUS DE MOUFLET	CHOC DE VÉHICULES CRI DE LA FOULE	BANDE DESSINÉE NON RECONNUS	MISE PLUS BAS
		GRAND SERPENT PLACÉ				
SURSAUTÉ REMPLOIT			GROGNERA COURON- NEMENT		POISSON PLAT	
				PARIAI ÉPUISE		
EMPOIGNÉS CONDUIT		DÉBITS DE BOISSON ILLUSTRA- TION			EN BOURGOGNE ARRIVERA SUR TERRE	
MONCEAU	CLASSE- MENT GRAND-PÈRE		PIAILLES AUROCHS			
		ATOLL POLYNÉ- SIEN CHÂTIÉE				SALES RÈVES
ABRI	ORNER PAR- DEVANT			SUD DE FRANCE TRUC PRATIQUE		
			ASSEZ ! À MOI			ELLE PROTÈGE L'OREILLER
BOÎTE À SUFFRAGES AMI DE DAGOBERT			ACTIONNÉS CADEAU		CHALEUR ANIMALE GROUPÉ	
		OUI À MOSCOU VILLE DE FLORIDE		DÉCRIVIT SURFACES DE PROTECTION		
RONGEUR	CAPITAINE DU NAUTILUS BONNE ODEUR		POSSÉDÉE APPROUVA		DANS UN PETIT RIRE COCHONS	
		VACANTE TRICOT				
RÉDUISIT EN POWDRE NAVETTE SPATIALE			APRÈS LE NOM CHAPEAU EN TOILE			PRONOM RELATIF
				VOISIN DE L'IRAN EXISTES		
NON ACCOMPA- GNÉ	REINE DE LA SAVANE				PAS CUIT	
		IGNOMINIE				

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :

Capitale des îles Sandwich

- | | | |
|------------|------------|------------|
| ALBANIE | FOLLICULE | PASSOIRE |
| AMNÉSIE | FROIDE | PATATE |
| ANTICHAR | HYGROMÈTRE | POLICE |
| ANTIQUAIRE | HYPOCENTRE | PRAIRIE |
| ARCHIPEL | IGNOBLE | PROVISION |
| ARGONAUTE | IPÉCA | RAMAGE |
| BARQUETTE | JUMELAGE | RAYON |
| BIDOCHÉ | KÉRATINE | RIDELLE |
| COMITÉ | LARVE | ROMARIN |
| CONTRASTE | LITHIASÉ | SOURDINE |
| COPÉPODE | MIGNONNE | SPIRITISME |
| COTYLÉDON | MIMOLETTE | TARENTULE |
| CREUX | MOUFLON | TEIGNE |
| DÉSASTRE | NAPPERON | TRINGLE |
| EMBOUCHURE | NÉGUS | USURPATEUR |
| FAUTEUIL | NUCLÉOSIDE | VERRUE |
| FICTIF | PARAGRAPHE | |

E R T E M O R G Y H E R U H C U O B M E
 C A R G O N A U T E E T T E U Q R A B T
 O C D E S A S T R E E R I O S S A P K A
 T O R A H P N N E R A F U P R O T A E R
 Y P O N M O A N U R A S R I E R O L R E
 L E M C Y N G T C C U H D O I C F B A N
 E P A A O I E H A R L E C N I I A A T T
 D O R E E M I S P T L E G I C D E N I U
 O D I T H P I A I L E L O T T M E I N L
 N E N N E P T T E E E E I S S N L E E E
 N E N L A E A S E I E F U I I I A E E E
 O G O E U P U R G E E I T G U D R H N L
 I A L R D G P N G U C I R E N A E C I U
 S L F A E I O E R A R I T I M A R O D C
 I E U N R B U R R I R U L A A E M D R I
 V M O L L V E L P O A A G O U R U I U L
 O U M E L V E S F F N E P X P U P B O L
 R J M I G N O N N E E S A I H T I L S O
 P C O N T R A S T E E T T E L O M I M F
 A N T I Q U A I R E H Y P O C E N T R E

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

DESIRE - EGAYAI - POLICEMAN - IL - MOULE - CAPORAL - SPONSOR - EAU - TACT - TURFISTE - NO - VOLEUSE - ETNA - PERIT - SU - NE - TETES - EST - LASSE - ILS - ORAL - USES - EMPEREUR - LOIN - EGALISANT - REPLIT - TRANSAT - ES - NI - US - LI - SKI - HUMER - PIS - INTOLÉRABLES - PRÉVU - SE - DINA.

VERTICALEMENT

REPOSANTES - MIE - KIR - SOUPÇON - TOP - PEINE - BILLOT - AN - REELS - TV - RIEN - ELARGI - HOU - SEC - STOP - ALEA - NUL - ECOULEES - ULTIMES - DEMARRER - SURIR - ERE - GAP - FUITES - SAURA - CANOEISTE - ELANS - BD - RASE - TISONS - PLI - TAIAUT - SEL - ITALIEN - ILL - ECUSSON - TISSA.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

1- SCHEMATISÉE. 2- TRIBULATION. 3- RELU - ECOSSA. 4- ATELES - IV. 5- TE - LION - ANA. 6- MIDI - LIEN. 7- GOUTERA. 8- EPAIR - CREA. 9- ME - OSERA - HO. 10- ESON - NESTOR.

VERTICALEMENT

1- STRATAGÈME. 2- CRÈTE - OPES. 3- HILE - MUA. 4- EBULLITION. 5- MU - EIDERS. 6- ALESOR - EN. 7- TAC - ACRE. 8- ITOU - LIRAS. 9- SIS - AISE. 10- OSINE - AHO. 11- ENAVANT - OR.

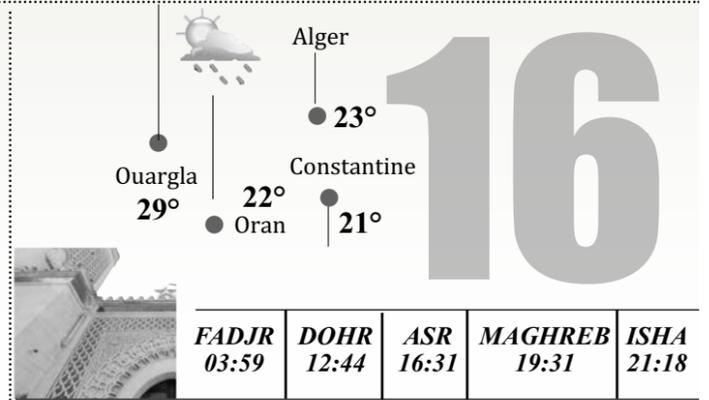
4x4

- Ultramontain - Véranda
- Étendard - Bandoulière

BIFFE-TOUT : JUGURTHA

0 CAS CONFIRMÉ

Aucun nouveau cas confirmé de coronavirus n'a été enregistré en Algérie, a indiqué ce dimanche le ministère de la Santé. Selon la même source, le total des cas confirmés en Algérie est resté stable à 265.873 cas, de même que pour les décès (6.875). Le ministère de la Santé a fait savoir également que le nombre de patients guéris a atteint 178.408.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 30 MAI 2022 // N°314 // PRIX 20 DA

LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Gel temporaire de la production de charbon de bois

Pour éviter des éventuels incendies de forêt, durant cet été, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé le gel temporaire de la production de charbon de bois, a indiqué hier un communiqué du ministère.

Meriem Djouder

Le ministère de l'Agriculture explique que cette initiative a été décidée « dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de prévention et de protection des forêts contre les incendies pour la saison 2021-2022 et pour renforcer les mesures préventives prises » lit-on sur le même communiqué. Précisant : « Le ministère a annoncé la décision de geler temporairement la production de charbon, en raison des dangers d'incendies au niveau des zones forestières ».

A cet effet, le ministère a chargé « les autorités fores-



tières de travailler pour que la procédure soit strictement respectée. Toute violation de cette décision

exposera les responsables à des sanctions conformément aux lois en vigueur » conclut le communiqué.

BATNA

22 BLESSÉS SUITE AU DÉRAPAGE D'UN BUS DE TRANSPORT DE VOYAGEURS

Vingt-deux personnes âgées entre 18 et 71 ans ont été blessées, avant hier après-midi, suite au dérapage d'un minibus de transport de voyageurs, assurant la liaison entre les villes de Batna et Merouana, a annoncé hier la Direction de la Protection civile. L'accident s'est produit au niveau d'un virage sur la RN 77, reliant les com-

munes de Batna et Merouana, plus exactement à la sortie de la zone d'Ouled Chaâba, a indiqué la cellule de l'information et de la communication de la DPC. Les services de ce corps constitué ont mobilisé deux camions d'intervention et sept ambulances par l'unité principale et secondaire des localités de Hamla, Merouana et Ain Touta, a-t-

on fait savoir. Les blessés ont été évacués vers le service des urgences médicales du centre hospitalo-universitaire (CHU), sis au chef-lieu de wilaya. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident.

A.D.

MAN CITY NOUVELLE DISTINCTION POUR MAHREZ

Riyad Mahrez, l'international algérien, figure dans le onze-type de la Ligue des Champions,

composé par l'UEFA, sur l'ensemble de la saison 2021-22.

En compagnie de son coéquipier João Cancelo, l'Algérien représente les Skyblues, qui ont échoué à atteindre la finale de la compétition.

En Ligue des Champions, Riyad Mahrez a inscrit 7 buts et offert 2 passes décisives en 12 rencontres. Il a, une nouvelle fois, été l'un des hommes forts de Manchester City dans le tournoi.

A.D.

L'APPROCHE ALGÉRIENNE SOUMISE AU SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UA :

EXTIRPER LES RACINES DU TERRORISME AVANT SES EFFETS

Le renforcement des mécanismes de lutte contre le terrorisme est au menu du Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) qui s'est achevé à Malabo (Guinée Equatoriale). Le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, a présenté, hier, un exposé sur le rapport soumis par le Chef de l'Etat, M. Abdelmadjid Tebboune, à ce sommet. L'Algérie propose de nouvelles pistes

dans le cadre de cette lutte, notamment la création d'un Fonds et la mise en place d'une liste africaine des entités et individus terroristes. La particularité de l'approche algérienne en matière de lutte antiterroriste n'est autre que le plaidoyer pour une réponse globale privilégiant de s'attaquer plutôt aux causes du fléau qu'à ses effets, tel que l'explique Abdelaziz Medjahed, directeur

de l'Institut algérien des études stratégiques et globales (INESG). « Les causes du terrorisme causent plus de victimes que le terrorisme lui-même. Le phénomène est financé par l'argent de la drogue, alors que pour des Etats connus mondialement pour être de gros producteurs de drogue (...) le terrorisme n'a été pris en compte qu'après les attaques de septembre 2001 », dit-il. I.M.

MUSTAPHA MEKIDECHE :

AUGMENTER LE PIB DE FAÇON SIGNIFICATIVE À TRAVERS L'INVESTISSEMENT MASSIF

Pour Mustapha Mekideche, consultant en géo-économie, le projet de loi relatif à l'investissement adopté par le Conseil des ministres aura pour objectif de consacrer le principe de la liberté d'investissement et d'améliorer le climat d'affaires à travers la suppression des entraves bureaucratiques. « La volonté politique étant affichée, il est donc nécessaire d'œuvrer à l'augmentation du PIB à travers l'investissement massif », a-t-il exhorté hier. « Ce sont

les investissements d'aujourd'hui qui vont créer la croissance de demain. » Mustapha Mekideche signale que le contexte actuel est favorable à l'investissement après la consolidation du cadre macro-économique en 2021. Selon le consultant en géo-économie, « L'Algérie a enregistré deux types de retards en matière d'investissement : le premier est lié au blocage bureaucratique de certains projets à différentes étapes de maturation ; le deuxième concerne

notre absence des Investissements directs étrangers (IDE). » Plusieurs crises se sont succédé en ces deux dernières années sur l'économie mondiale. Les pays développés s'alignent sur un nationalisme économique visant à assurer leur souveraineté. « L'Algérie, quant à elle, s'inscrit dans une logique de diversification de ses relations économiques à travers le non-alignement positif », explique l'invité de la Radio algérienne. F.Dj.

RESSOURCES HYDRIQUES

LE TAUX DE REMPLISSAGE DES BARRAGES A ATTEINT 44,5%

Le taux de remplissage des barrages a atteint au niveau national 44,5 %, selon les déclarations de l'inspecteur général au ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Omar Bougaroua. M. Bougaroua a indiqué, lors de son intervention sur la chaîne de télévision Echorouk TV que « le taux de remplissage des barrages dans l'Ouest a augmenté de 25% par rapport à

l'année dernière ». Par contre, le taux de remplissage des barrages de Taqibt, Douira et Boukerdan s'est amélioré, dépassant 30% pour le barrage Taksebt qui alimentait auparavant la capitale. Grâce aux différents plans de distribution d'eau mis en place à Alger, notamment les stations de dessalement d'eau de mer et le forage des puits, le barrage de Taksebt sera sevré cette

année à la wilaya de Tizi-Ouzou. Omar Bougaroua a souligné une amélioration du ratio de distribution d'eau dans la capitale, Constantine et Oran, précisé que le taux de distribution d'eau à Alger a augmenté à 80% par jour. Il a par ailleurs souligné que les services du ministère travaillent pour ne pas enregistrer des interruptions de l'approvisionnement en eau pendant l'Aïd al-Adha. M.D.